

COMMUNE D'AUDERGHEM.
GEMEENTE OUDERGEM.

ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL
DU JEUDI 28 MAI 2009, A 20 HEURES.

1. **ESPACE PUBLIC:** Rénovation des trottoirs dans le quartier des Pêcheries - Marché par adjudication publique - PTI 2007-2009-Projet N°1- Demande d'accord de principe de subsides - Fixation des conditions - Mode de passation - Approbation de la dépense - Etablissement du programme d'entretien - Engagement sur l'honneur.
2. **ESPACE PUBLIC:** Réparation du camion porte-conteneur - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale - Ratification.
3. **PREVENTION:** Acquisition de matériel de reproduction pour la Maison de la Prévention. - Mode de passation du marché. - Fixation des conditions.
4. **PREVENTION:** Acquisition de mobilier de bureau pour la Maison de la Prévention. - Mode de passation du marché. - Fixation des conditions.
5. **PREVENTION:** Acquisition de matériel informatique pour la Maison de la Prévention. - Mode de passation du marché. - Fixation des conditions.
6. **PREVENTION:** Acquisition de matériel en vue d'aménager les locaux de la Maison de la Prévention. - Mode de passation du marché. - Fixation des conditions.
7. **SOLIDARITES-COORDINATIONS SOCIALES:** Mémorandum régional relatif à la politique de coopération décentralisée.
8. **SOLIDARITES-COORDINATIONS SOCIALES:** Programme fédéral de coopération internationale communale entre les communes d'Auderghem, d'Amerzgane et d'Ait Zineb. Rapport annuel 2008. Plan annuel 2009 et sa mise en pratique.
9. **FINANCES-RECETTE:** Compte de l'exercice 2008 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Anne - Approbation.
10. **FINANCES-RECETTE:** Modification budgétaire n°1 - Exercice 2008 - de la fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée.- Avis.
11. **FINANCES-RECETTE:** Budget de l'exercice 2009 de la Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée - Avis.
12. **SERVICES JURIDIQUE-GARDIENS DE LA PAIX:** Convention relative au projet Gardiens de la Paix - Contingent complémentaire.
13. **CULTURE:** Liquidation des subventions prévues au budget de l'exercice 2009.
14. Approbation du procès-verbal de la séance publique du Conseil communal du jeudi 30 avril 2009.

DAGORDE VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD
VAN DONDERDAG 28 MEI 2009, OM 20 UUR.

1. **PUBLIEKE RUIMTE:** Vernieuwing van de voetpaden in de wijk van de visserijstraat - Openbare aanbesteding - Driejarig investeringsprogramma 2007-2009- Project nr 1 - Aanvraag principiesakkoord van subsidiering - Vaststellen van de voorwaarden - Wijze van verlijden - Goedkeuring van de uitgave - Opmaak van het onderhoudsprogramma - Verbintenis op eer.
2. **PUBLIEKE RUIMTE:** Herstelling van de containervrachtwagen - Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet - Bekrachtiging.
3. **PREVENTIE:** Aankoop van reproductiematerieel voor het Preventiehuis. - Wijze van gunning. - Vaststelling van de voorwaarden.
4. **PREVENTIE:** Aankoop van kantoormeubilair voor het Preventiehuis. - Wijze van gunning. - Vaststelling van de voorwaarden.
5. **PREVENTIE:** Aankoop van informaticamaterieel voor het Preventiehuis. - Wijze van gunning. - Vaststelling van de voorwaarden.
6. **PREVENTIE:** Aankoop van materieel voor de inrichting van de lokalen van het Preventiehuis. - Wijze van gunning. - Vaststelling van de voorwaarden.
7. **SOCIALE COORDINATIE-SOLIDARITEIT:** Gewestelijk memorandum voor een beleid voor gedecentraliseerde samenwerking.
8. **SOCIALE COORDINATIE-SOLIDARITEIT:** Federaal programma van gemeente lijke internationale samenwerking tussen de gemeenten Oudergem, Amerzgane en Aït Zineb. Jaarverslag 2008. Jaarverslag 2009 en zijn uitvoerbaarheid.
9. **FINACIEN-ONTVANGERIJ:** Rekening van het dienstjaar 2008 van de Kerkfabriek Sint-Anna - Goedkeuring.
10. **FINACIEN-ONTVANGERIJ:** Begrotingswijziging n°1 - Dienstjaar 2008 - van de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek - Advies.
11. **FINACIEN-ONTVANGERIJ:** Begroting van het dienstjaar 2009 van de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek - Advies.
12. **JURIDISCHE DIENST- DIENST GEMEENSCHAPSWACHTEN:** Overeenkomst betreffende het project Gemeenschapswachten - Bijkomend contingent.
13. **CULTUUR:** Uitbetaling der toelagen ingeschreven in de begroting van het dienstjaar 2009.
14. Goedkeuring van de notulen van de openbare vergadering van de Gemeenteraad van donderdag 30 april 2009.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU JEUDI 28 MAI 2009 A 20 HEURES.

PROCES-VERBAAL VAN DE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG 28 MEI 2009 OM 20 UUR.

Aanwezig :

Burgemeester –Voorzitter

Présents :

Bourgmeestre - Président

Didier GOSUIN

Schepenen :

Bruno COLLARD, Alain LEFEBVRE, Pascale DESPINETO, Suzanne COOPMANS, Jannine CRUCIFIX, Christian COPPENS.

Echevins :

Georges DEFOSSET, Bernard NOEL, Yvette MELERY-CHARLES, Jean-Claude VITOUX, Isabelle DESIR, Alan KEEPEN, Claire LEYTENS, Michel WAUTERS, Jacqueline FRAVEZZI, Pierre-Yves HERZL, Marie-Pierre BAUWENS, Véronique ARTUS, Charles CHAPELLE, Luc TOUSSAINT, Annick SOMMER, Sophie de VOS, Claire VAN BELLINGHEN.

Gemeenteradsleden :

Conseillers communaux :

Présidente du C.P.A.S. :

Voorzitster van het O.C.M.W. :

Marie-Christine LAHAYE

(Cfr. Ordinance du 5 mars 2009 modifiant la nouvelle loi communale).

(Cfr. ordonnantie van 5 maart 2009 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.)

Gemeentesecretaresse :

Secrétaire communale :

Lily PRÉVOST.

Afwezig :

Gemeenteradsleden :

Absents :

Conseillers communaux :

Véronique JAMOULLE, Alain HIRSCH, Christophe HARDY, Johan BUYCK, Alain DESTEXHE.

Madame Sophie de VOS, Conseillère communale, et Monsieur Alain LEBEBVRE, Echevin, entrent en séance au 8^{ème} objet.

Mevrouw Sophie de VOS, Gemeenteraadslid, en de Heer Alain LEFEBVRE, Schepen, komen de zitting binnen bij het 8^e voorwerp.

Monsieur Michel WAUTERS, Conseiller communale, quitte la séance pour le 26^{ème} objet.
De Heer Michel WAUTERS, Gemeenteraadslid, verlaat de zitting voor het 26^e voorwerp.

SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE ZITTING

28.05.2009/A/001

1^{ER} OBJET

ESPACE PUBLIC RENOVATION DES TROTTOIRS DANS LE QUARTIER DES PECHERIES PTI 2007-2009 – PROJET N° 1 - MARCHE PAR ADJUDICATION PUBLIQUE – FIXATION DES CONDITIONS – DEMANDE D'ACCORD DE PRINCIPE D'OCTROI DE SUBSIDES – ETABLISSEMENT DU PROGRAMME D'ENTRETIEN

LE CONSEIL,

Attendu qu'une somme de 600.000 € est prévue à l'article 421.735.60 du budget extraordinaire de 2009 pour la rénovation des trottoirs dans le quartier des Pêcheries ;

Attendu que le montant de ce marché est estimé à ± 599.945 € TVAC ;

Vu le cahier spécial des charges n° 20/2009 destiné à régir cette entreprise ;

Vu l'avis de publication, en annexe ;

Vu que le Conseil communal doit s'engager sur l'honneur à procéder à l'entretien, en bon père de famille, des ouvrages réalisés grâce à la subsidiation et remettre un programme d'entretien attestant du caractère concret de cet aménagement, à savoir :

1 ^{ère} année	1.500 €
2 ^{ème} année	2.000 €
3 ^{ème} année	3.000 €
4 ^{ème} année	4.500 €
5 ^{ème} année	6.500 €

Vu qu'un article budgétaire devra être créé à cet effet ;

Vu que l'accord de principe de subsides doit être sollicité ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité,

- de marquer son accord sur la rénovation des trottoirs dans le quartier des Pêcheries pour un montant de ± 599,945 € TVAC ;
- d'approuver l'avis de publication, en annexe ;
- de passer ce marché par voie d'adjudication publique et d'approuver le cahier spécial des charges n° 20/2009 devant régir ce marché ;
- d'imputer cette dépense à l'article 421.735.60 du budget extraordinaire de 2009 ;
- de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pour lequel il bénéficie d'un subside dans les 20 ans de l'octroi de ce dernier ;
- de marquer son accord sur l'établissement d'un programme d'entretien portant sur les 5 années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage et de créer un article budgétaire à cet effet ;
- de marquer son accord sur la demande d'accord de principe d'octroi de subside ;
- de charger le Collège Echevinal de poursuivre l'exécution de ce dossier.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

COMMUNE D'AUDERGHEM.

SERVICE TRAVAUX PUBLICS.

CAHIER SPECIAL DES CHARGES N° 20/2009

CAHIER DES CHARGES POUR LA RENOVATION DES TROTTOIRS DANS LE

QUARTIER DES PECHERIES

PROGRAMME PTI 2007/2008/2009.

ADJUDICATION PUBLIQUE.

La réception des soumissions est centralisée au Service des Finances - rue Emile Idiers 12, 1160 AUDERGHEM. L'ouverture des soumissions s'effectue dans le Centre Administratif de la Commune, rue Emile Idiers 12, 1160 AUDERGHEM, le àheures au 5^o étage dans la salle du Collège.

TABLE DES MATIERES

PARTIE I :	GENERALITES.
PARTIE II :	CLAUSES ADMINISTRATIVES.
PARTIE III :	CLAUSES TECHNIQUES ET METRE DESCRIPTIF.
PARTIE IV :	SOUMISSION ET METRE RECAPITULATIF DES TRAVAUX.

PARTIE I – GENERALITES

0.1. OBJET DE L'ENTREPRISE.

La présente entreprise a pour objet la rénovation des trottoirs à l'identique dans le quartier des « Pêcheries » à Auderghem, avenues du Barbeau, de la Tanche, des Ablettes, de la Brême et du

Gardon ainsi que les rues des Néfliers et des Pêcheries.

0.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX.

L'entreprise consiste en la rénovation de trottoirs.

Les travaux comprennent entre autres :

TRAVAUX PREPARATOIRES

- 1.1. Installation du chantier, signalisation, éclairage, nettoyage en cours et à la fin de chantier.
- 1.2. Etat des lieux.
- 1.3. Plans de détail et d'exécution et levés topographiques;
- 1.4. Travaux de démolition et démontage.
 - 1.4.1. Sciage vertical et rectiligne dans le revêtement hydrocarboné.
 - 1.4.2. Démolition voiries + fondations.
 - 1.4.3. Démolition et démontage des bordures de toutes espèces + fondations.
 - 1.4.4. Démolition et démontage des trottoirs.

TERRASSEMENTS.

- 2.1. Déblais de terre de toute nature pour exécution des voiries jusqu'au niveau prescrit.
- 2.2. Déblais pour enlèvement des terres insuffisamment portantes en épaisseur à définir.
- 2.3. Mise à niveau + cylindrage.

- 2.4. Terrassements de tranchées pour les branchements d'avaloirs.

SOUSS-FONDATIONS ET FONDATIONS.

- 3.1. Fourniture et mise en œuvre d'une sous-fondation - type II à base de gros granulats.
- 3.2. Fourniture et mise en œuvre d'une fondation - empierrements à granularité discontinue.
- 3.3. Fourniture et mise en œuvre d'une fondation - sable stabilisé.
 - 3.3.1. pour les trottoirs.
 - 3.3.2. pour les trottoirs à hauteur des rampes et entrées de garage.

REVETEMENT.

- 4.1. Pavages.
- 4.1.1. Fourniture et pose de pavés en béton.
 - 4.1.1.1. Pavés béton pour plateaux.
 - 4.1.1.2. Pavés béton pour passage piétons.
 - 4.1.1.3. Pavés béton pour trottoirs.
- 4.1.2. Fourniture et pose de dalles en béton.
- 4.1.3. Supplément pour la réalisation du profil du filet d'eau en pavés béton gris.

EVACUATION DES EAUX.

- 5.1. Fourniture et pose des tuyaux en grès pour les branchements des avaloirs.
- 5.2. Obturation des anciens branchements dans les égouts.
- 5.3. Fourniture et pose d'avaloirs.
- 5.4. Fourniture et pose de trappillons en fonte type voirie 40T.
- 5.5. Fourniture et pose de trappillons en fonte type trottoir 10T.

ELEMENTS LINEAIRES.

- 6.1. Fourniture et pose d'éléments préfabriqués.
 - 6.1.1. Bordures en béton préfabriquées type (100x30x15).
 - 6.1.2. Bordures en béton préfabriquées type ID1.
 - 6.1.3. Bordures en pierre bleue (100x30x15).
- 6.2. Fourniture et mise en œuvre béton C20/25-2b-S2 pour diverses fondations et contrebutages des éléments linéaires.

DIVERS.

- 7.1. Fourniture et pose de potelets de dissuasion en fonte.
- 7.2. Fourniture et pose de potelets en bois.
- 7.3. Béton armé R'wk 30 pour muret.
- 7.4. Acier classe BE 40 pour poste précédent.
- 7.5. Mise à niveau des taques d'accès aux installations de distribution publique d'électricité et de gaz.

SIGNALISATION

- 8.1. Mise en place signalisation routière.

AMENAGEMENT DES TROTTOIRS POUR LES PERSONNES A MOBILITE REDUITE .

9.1 Sous fondations

9.2 Eléments spéciaux pour PME

9.2.1 Dalles à pastilles

9.2.2 Dalles directionnelles

9.2.3 Bordures type B

PARTIE II – CLAUSES ADMINISTRATIVES

CHAPITRE 1 - CLAUSES COMMUNES A TOUS LES MARCHES

SECTION 1 – ETABLISSEMENT DES CONTRATS

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

ARTICLE 1 - CAHIER DES CHARGES (1).

L'entreprise est régie par les clauses du présent cahier spécial des charges. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par ce dernier, elle est soumise également aux clauses et conditions suivantes :

- a) la loi du 24 décembre 1993 (Moniteur Belge du 22 janvier 1994) concernant les marchés publics et certains marchés d'entreprises de travaux, fournitures et services;
- b) l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;
- c) l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions et le cahier général des charges qui y est annexé;
- d) le Règlement Général sur la Protection du Travail;
- e) l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 1976 (moniteur Belge du 14 octobre 1976) et toutes les modifications ultérieures fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
- f) l'Arrêté Ministériel du 25 mars 1977 (Moniteur Belge du 30 mars 1977) relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique, modifié par l'arrêté Ministériel du 14 novembre 1978 (Moniteur Belge du 2 décembre 1978) ainsi que toutes les modifications ultérieures.
- g) l'Arrêté royal du 21 septembre 1988 (MB du 08.10.88) relatif aux prescriptions et obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations;
- h) l'ordonnance du 5 mars 1998 relative à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale, l'arrêté royal du 9 octobre 1998 portant règlement général sur la police de la circulation routière, ainsi que le règlement Régional d'Urbanisme (R.R.U.), arrêté du 3 juin 1999 (M.B. du 09.07.99) – Titre VII ("la voirie, ses accès et ses abords") – section 3 – art. 8.
- i) Le R.R.U. (Règlement Régional d'Urbanisme).
- j) L'arrêté royal concernant les chantiers temporaires ou mobiles du 25 janvier 2001. (M.B. 7 février 2001).

L'entreprise est, de plus, soumise aux documents techniques de référence ci-dessous, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les stipulations du cahier spécial des charges :

1. **le cahier des charges-type 2000** de la Région de Bruxelles Capitale.
2. **le cahier des charges-type n° 800** de 1967 du Ministère des Travaux Publics, dans l'hypothèse de l'exécution de tout ou partie des travaux par temps de gel;
3. **les normes** éditées par l'Institut Belge de Normalisation pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les prescriptions des documents énumérés ci-avant, excepté pour les normes qui sont explicitement mentionnées par les prescriptions du présent
4. **les recommandations** générales pour l'exécution suivant les règles de l'art telles que reprises entre autres dans les notes du C.S. T.C. et/ou CRR sont également d'application.

Les numéros des articles rappelés dans la deuxième partie "Clauses Administratives" du présent cahier spécial des charges correspondent à la numérotation des articles du cahier général des charges annexé à de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 (dont question au point c).

REMARQUES IMPORTANTES.

1. La liste reprise ci-dessus est énonciative et non limitative. Le soumissionnaire veillera donc au respect intégral de toute norme, prescription et code de bonne pratique non énumérés mais nécessaires à la réalisation des travaux selon les règles de l'art;
2. L'entreprise est également assujettie aux dispositions légales relatives aux entreprises de

travaux publics, en ce qui concerne notamment la législation sociale sur les salaires.

SOUMISSIONS.

Les soumissions et le métré récapitulatif sont établis sur les documents prévus à cet effet dans le cahier spécial des charges.

Les soumissions doivent être remises en triple exemplaires au Service Finances rue Emile Idiers 12, 1160 AUDERGHEM, au plus tard le jour et avant l'heure fixés pour l'ouverture des soumissions.

Les soumissions peuvent également être envoyées par la poste. Toutefois, une soumission arrivée tardivement n'est prise en considération qu'à la double condition :

1. que l'Administration n'ait pas encore notifié sa décision au soumissionnaire;
2. que la soumission ait été déposée à la poste, sous pli recommandé, au plus tard le quatrième jour calendrier précédant le jour fixé pour l'ouverture des soumissions.

La soumission est glissée dans l'enveloppe portant l'adresse du service des Finances, la dénomination du service d'origine, l'objet de l'entreprise, la date et l'heure fixés pour la séance d'ouverture des soumissions et la référence du cahier spécial des charges. En cas d'envoi par la poste sous pli recommandé ou ordinaire, cette enveloppe fermée est glissée dans une seconde enveloppe portant l'adresse du service des Finances.

DOCUMENTS A JOINDRE A LA SOUMISSION :

Le soumissionnaire joint **obligatoirement** à sa soumission :

1. le métré récapitulatif, dûment vérifié, complété par l'indication des prix unitaires, sommes partielles et totales, et signé;

Celui-ci est signé et daté, sous la mention :

"Dressé par le soussigné, pour être joint à ma soumission de "ce jour".

Ces documents engagent l'entrepreneur au même titre que les clauses et conditions du présent cahier des charges spécial.

CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE

Les soumissionnaires, sous peine de nullité de leur offre, fourniront en même temps que cette dernière:

- une attestation établissant la situation envers l'O.N.S.S. jusqu'à et y compris l'avant-dernier trimestre échu, précédant la date de l'ouverture des soumissions;
- Une copie de l'agrément pour la catégorie C classe 3.

AGREATION

Les travaux en question sont rangés dans la **catégorie C** et l'Administration estime qu'ils rentrent dans la **classe 3**.

Sont d'application :

Agrément :

- a. la loi du 20/03/1991 organisant l'agrément des entrepreneurs de travaux (M.B. 06/04/91) modifiée par la loi du 19.09.94 (M.B. du 8.03.96);
- b. l'A.R. du 26.09.91 portant l'entrée en vigueur de la loi du 20.03.1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux (M.B. du 18.10.91);
- c. l'A.R. du 26.09.1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20.03.1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux (M.B. du 18.10.91);
- d. l'A.M. du 27.09.1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégorie et sous-catégorie relativement à l'agrément des entrepreneurs (M.B. 19.10.91);

L'agrément des sous-traitants est exigée, lorsque le montant des travaux qui leur sont confiés par le soumissionnaire dépasse 49.579 € s'il s'agit de travaux rangés en sous-catégorie et 74.368 € s'ils sont rangés en catégorie.

NOTIFICATION DU CHOIX DE L'ADJUDICATAIRE.

Le délai imparti à l'Administration pour notifier à l'entrepreneur l'approbation de sa soumission, est porté à deux cent (200) jours de calendrier, prenant cours le lendemain du jour de la séance d'ouverture des soumissions.

L'envoi du bon de commande officiel équivaut l'ordre de débuter les travaux.

DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution ne peut en aucun cas dépasser les 120 jours calendrier à compter depuis la date du bon de commande.

Le soumissionnaire note dans son offre le délai d'exécution.

CONTROLE ET SURVEILLANCE DE L'EXECUTION

ARTICLE 1 - FONCTIONNAIRE DIRIGEANT.

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur Jean-Louis HERMANS, chargé par le Collège

Echevinal de la direction et du contrôle de l'exécution du marché, numéro de téléphone : 02/676.49.93 (de 8h à 12h et de 14h à 16h).

SECTION 2 – EXECUTION DES CONTRATS

CAUTIONNEMENTS.

ARTICLE 5

Il sera constitué conformément à l'article 5 de l'arrêté Royal du 26 septembre 1996.

§1er. Pour le présent marché un cautionnement de 5% (cinq) du total du coût du marché (hors TVA) est exigé.

Le cautionnement doit être constitué par le fournisseur ou par un tiers dans un délai de trente jours francs à compter du jour de l'attribution du marché. Le dépôt du cautionnement s'effectue conformément à l'une des quatre procédures décrites à l'article 5, §3, du Cahier général des charges.

La preuve du cautionnement doit être envoyée à l'adresse du pouvoir adjudicateur.

En cas d'omission du cautionnement, il sera possible de recourir aux moyens prévus à l'article 6, §1er, 2°, du CGC (application d'une pénalité de 0,02 % par jour de calendrier de retard avec un maximum de 2 % du montant initial du marché, prélèvement d'office, mesures d'office).

REVISION DES PRIX.

- révision de prix :

Article 13 - § 2.

La somme à payer est déterminée par l'application, au montant de la soumission, de la formule :

$$p = P \left(\frac{s}{S} - \frac{1}{I} + b - c \right)$$

Les paramètres imposés sont :

$$a = 0,40 \quad b = 0,40 \quad c = 0,20$$

P représente le montant de l'état établi sur base du contrat;

p le montant porté en compte par l'entrepreneur;

S représente la moyenne des salaires horaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manœuvres, fixés par la Commission Paritaire Nationale de l'Industrie de la Construction, majorés du pourcentage global des charges sociales et assurances, tel qu'il est admis par le ministère des Travaux Publics 10 jours avant l'ouverture des offres;

s représente la même moyenne à la date initiales de la période mensuelle considérée dans l'acompte;

I représente l'indice mensuel calculé sur la base d'une consommation annuelle des principaux matériaux et matières par l'Industrie de la Construction sur le marché intérieur. Cet indice se rapporte au mois de calendrier précédent la date d'ouverture, il représente ce même indice pour le mois de calendrier qui précède la date initiale de la période mensuelle considérée dans l'acompte;

i représente le même indice pour le mois calendrier qui précède la date de début de la période mensuelle considérée dans l'acompte;

c représente le terme fixe non sujet à la révision;

Quant aux produits de la multiplication de chacun des quotients ainsi obtenus par la valeur des paramètre correspondants, ils sont arrêtés à la cinquième décimale, laquelle est également majorée de 1 si la sixième est égale ou supérieure à 5.

Remarque : Les frais d'essais en laboratoire ne sont pas sujets à révision.

Note relative à la redevance au Centre de Recherches Routières.

Nous attirons l'attention des soumissionnaires sur le fait qu'il est prévu, dans le métré, un poste séparé pour la redevance au C.R.R.

Les entrepreneurs doivent s'acquitter d'une redevance au C.R.R., en application des arrêtés ministériels des 5 mai 1952, 20 juillet 1978 et 5 février 1981.

Les soumissionnaires doivent inclure cette redevance due, dans leurs prix de soumission entrant en ligne de compte pour la redevance.

Cette redevance doit être payée tous les trois mois, et de sa propre initiative, par l'entrepreneur, sur base des paiements en déduction qu'il a reçus du Maître de l'Ouvrage, sans attendre l'établissement de la facture finale.

La redevance définitive pour chaque contrat sera calculée sur le montant de la facture finale établie sur base du montant de la soumission approuvée et éventuellement modifiée par les compensations en plus ou en moins, révisions comprises et à l'exclusion de la T.V.A.

Avant la libération de la première partie du cautionnement (réception provisoire), l'entrepreneur

communiquera obligatoirement au Maître de l'Ouvrage la preuve du paiement de la redevance au C.R.R.

Primes de séparation.

Les primes de séparation sont à charge de l'entreprise et ne donneront lieu, en aucun cas, à décompte.

Cette disposition reste en vigueur, quelles que soient les modifications qui seraient apportées, même en cours d'entreprise, soit au montant, soit aux conditions d'octroi de ces indemnités, soit aux modalités de remboursement par l'Etat, en ce qui concerne ses propres entreprises.

Abonnements sociaux.

Il en est de même en ce qui concerne l'intervention des employeurs dans le coût des abonnements sociaux. L'Arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur Belge du 14 décembre 1990) fixant le montant de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la S.N.C.B. par l'émission des abonnements pour ouvriers et employés est d'application. cet arrêté est en vigueur me 1er janvier 1991 (les tableaux annexés à l'Arrêté Royal du 28 juillet 1962 sont remplacés par ceux annexés à l'Arrêté Royal du 10 décembre 1990).

PAIEMENT.

ARTICLE 15 § 1 - PAIEMENT DES TRAVAUX.

Le prix des travaux est payé par acomptes mensuels et solde au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et sur production par l'entrepreneur d'une déclaration de créance, datée, signée et appuyée de trois exemplaires d'un état détaillé des travaux à approuver par l'Administration.

La déclaration de créance est expédiée au :

SERVICE DE L'ESPACE PUBLIC
rue Emile Idiers 12
1160 AUDERGHEM

Les factures devront :

- être établies en double exemplaire et adressées au : Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem c/o Département des Finances - comptabilité, rue Emile Idiers 12, 1160 AUDERGHEM , accompagnées d'une copie du bon de commande ;
- être certifiées sincères et véritables pour la somme de.....(en toutes lettres) Euros et signées.

Le premier état d'avancement est relatif à la période s'étendant entre la date fixée pour le début des travaux et le dernier jour du mois, inclusivement. Les états d'avancements suivants sont relatifs à la période du premier au dernier jour de chaque mois.

Pour l'établissement des états d'avancement, il n'est pas tenu compte de la valeur des approvisionnements.

La somme à payer comporte : le montant de l'acompte ou du solde, la révision de prix, toute majoration ou déduction quelconque, notamment du chef de décompte, retenues pour retard, pénalités de toute nature, etc ...

Les travaux et ouvrages qui doivent être soumis à des essais ou qui comprennent la fourniture de matériaux devant être soumis à essais prescrits, ne peuvent être portés en compte qu'après connaissance des résultats de ces derniers ou des décisions prises par l'Administration en cas de résultats non satisfaisants.

Aucune avance n'est accordée au titulaire du marché.

GARANTIE DE DUREE - AVARIES ET REPARATIONS.

ARTICLE 19 § 2.

La période de garantie sur les travaux réalisés et sur les produits ou matériaux mis en œuvre est fixée à deux (2) ans.

Cette période de garantie prend cours à la date de la réception provisoire de l'ensemble des travaux.

ARTICLE 19 § 3.

Durant la période de garantie, l'entrepreneur est tenu d'effectuer à ses frais, risques et périls, les réparations éventuelles sur simple demande du Maître de l'Ouvrage.

CHAPITRE II - CLAUSES PARTICULIERES A
CERTAINS MARCHES

SECTION 1 - MARCHÉ DES TRAVAUX

SOUS-SECTION 1 – DETERMINATION DU PRIX

ARTICLE 24.

Les soumissionnaires peuvent réclamer et obtenir auprès du Maître de l'Ouvrage, Service des Espaces Publics - rue Emile Idiers 12, 1160 AUDERGHEM (tél. : 676.49.93) tous renseignements nécessaires ou simplement utiles pour l'appréciation des travaux.

Nature de l'entreprise.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les difficultés que pourra présenter l'exécution des travaux en raison de la présence dans les voies publiques, en surface et dans le sol, d'obstacles de toutes natures à respecter ou à démolir.

Il est expressément stipulé que, pour tout ce qui concerne les travaux, l'entrepreneur doit se conformer aux règles de l'art, ainsi qu'aux ordres qui lui seront donnés par le fonctionnaire dirigeant.

ARTICLE 25 - § 1 - AUTRES ELEMENTS DES PRIX.

Indépendamment des frais à charge de l'entrepreneur, prévus par divers articles du cahier général des charges relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et au présent cahier des charges spécial, les prix unitaires ou forfaitaires repris dans la soumission doivent comprendre notamment :

1. le coût de tous les travaux, charges et sujétions résultant de la nature des terrains en place;
2. le coût résultant du respect des règlements communaux et de police;
3. le coût de tous les frais d'étude, de plans, ...;
4. les frais d'approvisionnement, de stockage, de chargement et de déchargement;
5. les droits de douane et d'accises éventuels;
6. sous réserve des dispositions de l'article 30, du plan et du métré des travaux, le coût des travaux et sujétions résultant des mesures nécessaires pour assumer :
 - la permanence, même durant les travaux, de la circulation des piétons et ce, en toute sécurité,
 - l'accès des piétons et des véhicules aux propriétés riveraines et/ou voisines des travaux;
 - la signalisation de chantier et l'éclairage en surface nécessités par les travaux;
7. les coûts résultant du respect des prescriptions du Règlement Général sur la Protection du Travail;
8. les coûts pour abonnements, raccordements, consommation pour l'eau, le gaz, l'électricité nécessaires et/ou imposés pour l'exécution du Travail;
9. les coûts résultant du nettoyage et de la remise en état, à la satisfaction du fonctionnaire dirigeant, des lieux d'exécution des travaux après chaque prestation, même partielle, du présent marché;
10. les coûts pour l'aménagement et la signalisation du chantier, états des lieux et récolements, opérations topographiques, frais généraux divers, la mise à disposition et l'entretien d'une roulotte de chantier, et le nettoyage régulier des accès du chantier;
11. le bon fonctionnement (en permanence) des installations des différents concessionnaires privés ou publics (câbles, conduites, éclairage, installations diverses, ...);
12. le coût de la redevance au Centre de Recherches Routières.
13. sous réserve des dispositions de l'article 38, le montant des dégâts occasionnés à des personnes, bâtiments, installations et constructions de l'Etat, la Région, la Commune ou des tiers, y compris les dégâts occasionnés à des plantations, et donc le montant de tous les dommages (matériels et civils) ainsi que toutes les amendes qui seraient occasionnés par l'exécution des travaux objet de la présente entreprise.
14. frais de fourniture, placement, entretien et évacuation de panneaux d'information au début et à la fin du chantier.

ELEMENTS COMPRIS DANS LE PRIX DE TOUS LES MARCHES DE TRAVAUX.

La présente entreprise constitue un marché mixte. Les articles du métré récapitulatif portant la mention Q.P. (quantité présumée) sont comptés à bordereau de prix. Les autres articles sont à prix global (forfait).

SOUS-SECTION 2 - DIRECTION ET CONTROLE DES TRAVAUX

DELEGATIONS ET REPRESENTATIONS.

ARTICLE 26 - § 2.

Les ordres de l'Administration ou du fonctionnaire dirigeant peuvent valablement être donnés à l'entrepreneur sous la forme d'une inscription régulière au journal des travaux.

SOUS-SECTION 3 – RECEPTION TECHNIQUE

ARTICLE 27 § 1 - APPROVISIONNEMENT ET RECEPTION DES PRODUITS.

* Produits faisant l'objet d'un contrôle par un organisme impartial (BENOR ou équivalent)

Il est renoncé aux essais de réception technique préalable pour les produits porteurs de la marque de conformité BENOR, ou qui font l'objet lors de leur fabrication d'un contrôle par un organisme impartial agréé par l'Administration. En cas de doute, l'entrepreneur

reprendra le produit concerné.

Quand l'entrepreneur propose des produits dits équivalents mais non contrôlés, ces produits ne peuvent être mis en œuvre avant que le fonctionnaire dirigeant se soit assuré de cette équivalence par une réception complète par lot.

Les résultats de tous les essais doivent être connus et satisfaisants avant que l'autorisation puisse être donnée à la mise en œuvre.

- * Produits non susceptibles d'être contrôlés par un organisme impartial.

Dans la mesure du possible, l'entrepreneur s'organise pour que les essais et vérifications aient lieu aux usines du fabricant.

Pour les autres essais, ceux-ci se font au gré du Maître de l'Ouvrage dans des laboratoires à agréer par ce dernier.

ARTICLE 27 § 2 - VERIFICATION - FRAIS.

Dans le cas de la réception par lot de produits dits équivalents, comme définis ci-dessus, tous les frais de préparation et d'envoi des échantillons sont complètement à charge de l'entrepreneur quel que soit le laboratoire où les essais sont effectués.

Le coût des essais en laboratoire des matériaux est payé directement par l'entrepreneur au laboratoire et lui est remboursé (sur présentation des factures du laboratoire à annexer à l'état d'avancement des travaux) par le Maître de l'Ouvrage, à condition toutefois que leurs résultats soient conformes aux prescriptions et normes y relatives. L'entrepreneur n'est pas autorisé à majorer le montant des factures d'essais (frais généraux, ...).

Une somme présumée est prévue à cette fin au métré des travaux.

SOUS-SECTION 4 - DEROULEMENT DES TRAVAUX

DELAI D'EXECUTION.

ARTICLE 28 § 1 - ORDRE D'EXECUTION ET CONDUITE DES TRAVAUX.

Pour chaque travail commandé par l'Administration communale, celle-ci donnera à l'adjudicataire un délai d'exécution déterminé en fonction de la difficulté des travaux.

La date du début des travaux sera fixée par l'Administration et sera mentionnée à l'entrepreneur dans la lettre de notification de sa soumission.

La constatation que les intempéries ont rendu le travail impossible doit être faite à l'initiative de l'entrepreneur et pour être prise en considération, être actée au journal des travaux, au plus tard le lendemain du jour du constat.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le Maître de l'Ouvrage, en temps opportun, de toute suspension des travaux de l'entreprise et de prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour maintenir les ouvrages en parfait état.

Dans un délai maximum de 30 jours de calendrier, compté à partir de la date de la notification de l'approbation de sa soumission et au plus tard 5 jours calendrier avant la date de début des travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir au Maître de l'Ouvrage, tous les plans de détails, plans généraux, programme, échantillons,....

Dès la notification de l'approbation de sa soumission, l'entrepreneur est tenu de se mettre en rapport avec les sociétés concessionnaires des installations d'électricité, de téléphone, de gaz, de distribution d'eau et divers, ou avec tout autre occupant du domaine public dans les limites de son entreprise.

L'entrepreneur tient compte du fait que les travaux doivent être réalisés de manière à perturber au minimum la circulation piétonne et automobile. L'entrepreneur assurera, dans les meilleures conditions et de façon permanente, l'accès aux garages et aux immeubles riverains pendant toute la durée des travaux. L'entrepreneur est tenu de garder les riverains informés des travaux en cours.

ARTICLE 28 § 2 - ENTREPRISES SIMULTANÉES.

L'entrepreneur mène son entreprise de façon à ne pas gêner l'exécution des travaux qui doivent être exécutés simultanément sur ou à proximité de ses chantiers, que ceux-ci soient exécutés par d'autres entrepreneurs, par l'Etat, par d'autres administrations publiques ou par des sociétés concessionnaires.

Il se met en rapport dès l'approbation de sa soumission avec ces entrepreneurs, ces administrations ou sociétés pour coordonner l'exécution des travaux. Avant le commencement de ceux-ci, il propose au fonctionnaire dirigeant les mesures qu'il a mises au point avec les autres entrepreneurs et avec les administrations ou sociétés concessionnaires intéressées.

En cas de différend dans l'adoption de ces mesures, le Maître de l'Ouvrage indique en dernier ressort les modalités d'exécution et détermine les mesures à prendre.

ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER.

ARTICLE 30 § 1 - SIGNALISATION DU CHANTIER.

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements de police tant généraux que locaux, ainsi qu'aux injonctions de la Police.

1. Circulation.

En vue de permettre l'organisation éventuelle des détournements, l'entrepreneur devra prendre contact avec la Police et la S.T.I.B. au moins 15 jours ouvrables avant l'exécution des travaux. L'adjudicataire doit tenir compte du fait que les travaux pourront devoir être exécutés en différentes phases successives compatibles avec les plans de circulation provisoires.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux seront réalisés en plusieurs phases successives. Les phases seront délimitées et imposées par la Direction.

Pour chaque phase, l'entrepreneur soumet à l'approbation préalable du fonctionnaire dirigeant et la police les plans d'organisation de la circulation établis en tenant compte des instructions précédentes.

Ces plans renseignent d'autre part, l'implantation et la nature des signaux routiers à mettre en œuvre aux abords et dans la zone du chantier, et ce, pour chaque phase de circulation.

Cependant, même dans une zone temporairement interdite, l'accès des véhicules utilitaires aux immeubles riverains, commerces, artisans, parkings, etc ... doit être maintenu sans interruption, de manière à ne pas entraver l'activité professionnelle des occupants.

Ces dispositions peuvent être adaptées, modifiées ou complétées par le fonctionnaire dirigeant, en accord avec le(s) service(s) de police(s).

2. Prévention des dégâts aux installations souterraines.

Est d'application pour cette entreprise la circulaire n° 512-107 du 12.03.85, relative à l'application du code de bonne pratique pour la prévention des dégâts aux installations souterraines à l'occasion des travaux effectués à proximité de celles-ci et l'annexe qui font partie intégrante du présent cahier des charges.

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les informations utiles auprès des différents concessionnaires et Administrations au sujet de l'existence et de la position des installations (canalisation d'eau, de gaz, les câbles d'électricité et de téléphone et leurs accessoires ainsi que de toutes autres installations quelconques).

Il tient au courant l'Administration des renseignements obtenus.

Il appartient à l'entrepreneur de contrôler notamment l'emplacement, la profondeur, le nombre et la section des tuyaux et câbles et tous autres renseignements pouvant influencer la présente entreprise. Il ne peut introduire aucune réclamation ou demande de majoration de prix du fait de leur existence.

En plus de ce qui est prévu au cahier général des charges, l'entrepreneur prend toutes mesures en vue d'éviter d'occasionner des dégradations et accidents aux canalisations de gaz, d'électricité, d'eau etc ... et toutes autres installations se trouvant à proximité des chantiers.

Toute détérioration aux conduites, câbles et accessoires, relevant d'administrations publiques ou de sociétés concessionnaires ou à d'autres installations, est immédiatement réparée aux frais de l'entrepreneur.

Si les dégâts ou accidents sont occasionnés aux installations susdites, l'entrepreneur est tenu d'alerter sur le champ les services spéciaux, ainsi que le Fonctionnaire Dirigeant des travaux.

En cas de nécessité, il doit également avertir immédiatement les services de la Police et des pompiers.

3. Déplacement de conduites et de câbles souterrains.

Le fonctionnaire dirigeant des travaux juge seul si certaines canalisations doivent être déplacées.

Ces déplacements sont exécutés par les sociétés distributrices. Les frais résultant de déplacements décidés par le Maître de l'Ouvrage n'incombent pas à l'entrepreneur.

Toutefois, dans le cas où pour une méthode d'exécution librement choisie, l'entrepreneur préconise de son propre chef, le déplacement de canalisations ou de câbles souterrains, les frais afférents à ces travaux sont à sa charge.

4. Installations aériennes.

L'entrepreneur prend toutes les précautions nécessaires tendant à prévenir la détérioration des câbles électriques et télégraphiques aériens, des cabines électriques, des appareils d'éclairage public et de leurs accessoires.

Il ne peut introduire aucune réclamation ni demande de majoration de prix du fait de leur présence.

Il exécute à sa charge, les consolidations que l'autorité compétente juge nécessaires.

Toute détérioration de ces installations est réparée immédiatement aux frais de l'entrepreneur.

5. Signalisation de chantiers.

L'entrepreneur place à l'occasion des travaux, une signalisation provisoire conforme aux prescriptions techniques de la circulation générale relative à la signalisation routière émanant de la Direction Générale des Routes.

La signalisation comprend notamment : les panneaux et leurs supports, le matériel de balisage, la signalisation au sol, les cônes de signalisation.

Les plans de la signalisation à élaborer par l'entrepreneur sont soumis à l'approbation de la Police avant le début de chaque phase des travaux.

Un exemplaire des plans approuvés par la Police sera remis à la Police, un second exemplaire au Service Propreté Publique - Voiries - Plantations.

Les signaux installés par l'entrepreneur ne peuvent être en contradiction avec ceux existants.

Les signaux placés par l'entrepreneur ne se limitent pas nécessairement aux abords immédiats du chantier. Sans préjudice des signaux et préavis réglementaires, elle doit s'étendre à toute la zone où la circulation des véhicules et des piétons est affectée par les travaux.

La signalisation est assurée jour et nuit aussi longtemps que le fonctionnaire dirigeant le juge utile.

En cas de panne d'éclairage, l'entrepreneur supplée l'éclairage électrique par un éclairage de fortune, suivant les indications du Maître de l'Ouvrage. A cet effet, il tient en réserve, sur le chantier même, dix lanternes tempêtes blanches et dix lanternes tempêtes rouges, prêtes à l'emploi.

6. Mesures de sécurité.

Le surveillant des travaux ou le fonctionnaire dirigeant est habilité à faire des observations en matière de sécurité du travail, tant aux ouvriers qu'aux chefs de chantier et à l'entrepreneur, ce dernier ne pouvant bénéficier, de ce chef, d'aucune exonération de ses responsabilités, ni invoquer à son profit, tant au civil qu'au pénal, une approbation expresse ou tacite des mesures prises par lui et touchant à la sécurité de son personnel.

7. Nuisances sonores et travail de nuit.

De façon générale l'entrepreneur mettra tout en œuvre pour réduire au maximum les nuisances sonores occasionnées par le chantier (compresseurs et marteaux pneumatiques "silencieux", mise en place d'écrans, ...).

Le niveau sonore du compresseur en charge est mesuré à l'aide d'un sonomètre placé à 1,2 m du sol et à 7 m de la surface principale du compresseur dans la direction du niveau sonore maximal effectif.

L'essai s'effectuera en champ libre, au-dessus d'un plan dur et réfléchissant (béton ou asphalte); l'endroit choisi devra recevoir l'accord préalable du fonctionnaire dirigeant.

Le niveau sonore du compresseur en charge ne peut dépasser 75 dBA.

Le niveau sonore du marteau pneumatique en activité ne peut dépasser 90 dBA.

Des travaux bruyants sont défendus entre 21 h et 7 h.

Remarque.

Il est strictement interdit à l'entrepreneur, sous peine d'une retenue de 250 € par infraction, de tenir en dépôt, même momentanément chez lui ou ailleurs, des matériaux appartenant à la Commune.

ARTICLE 30 § 3 - LOCAUX MIS A LA DISPOSITION DE L'ADMINISTRATION.

Panneaux d'information.

Trois panneaux de 4 m² chacun renseignant Maître de l'Ouvrage et entrepreneur (nom, adresse, téléphone), conformément à la circulaire générale concernant la signalisation routière, seront placés pendant la durée des travaux sur chaque carrefour au début et à la fin du chantier.

D'autres informations à renseigner sur ces panneaux seront communiquées par l'Administration, à laquelle le projet devra être soumis pour approbation.

Ces panneaux seront placés dès l'obtention des autorisations de police et au moins une semaine avant l'exécution des travaux. Les panneaux seront bilingues (F-N).

La fourniture, le montage, l'entretien, le démontage et l'évacuation des panneaux constituent une charge de l'entreprise.

ARTICLE 31 - TRACE DES OUVRAGES.

L'entrepreneur met, à ses frais, à la disposition du Maître de l'Ouvrage, un géomètre expert chargé de procéder selon ses instructions aux opérations de topographie nécessaires, ainsi que l'équipe de dessinateurs, afin de dresser les vues en plan de la situation existante, des endroits où des travaux seront exécutés ainsi que celles relatives aux travaux à réaliser. De même, il réalisera tout plan de détail, demandés par le fonctionnaire dirigeant avant l'exécution du chantier.

L'implantation des données sur le terrain constitue une charge d'entreprise.

L'Administration contrôlera cette implantation de l'entrepreneur sans que ce dernier ne soit de ce fait déchargé de sa responsabilité et de l'exactitude de cette implantation.

L'entrepreneur effectuera entièrement à sa charge la base de l'implantation des travaux conformément aux plans d'exécution et il fixe les repères des niveaux. Il est responsable du maintien de l'implantation de base et des repères et en assurera le maintien jusqu'à la fin du chantier. Tous travaux topographiques complémentaires seront effectués par l'entrepreneur, à ses frais, sous la surveillance du fonctionnaire dirigeant. Celui-ci peut exiger tout travail topographique concernant les différences de niveaux qu'il juge nécessaire pour la géométrie précise des travaux.

ARTICLE 32 § 1 - PUBLICITE COMMERCIALE.

L'entrepreneur désireux d'exploiter une publicité commerciale sur le chantier ou autour de celui-ci, est tenu de s'adresser à la commune, aux fins de convenir contractuellement des modalités de cette exploitation. Le contrat pourra être conclu par la commune directement avec l'entrepreneur ou avec une firme de publicité dûment mandatée par ce dernier.

ARTICLE 33 - MATERIAUX DE DEMOLITION.

L'entrepreneur est tenu de se conformer à l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 1995 relatif au recyclage obligatoire de certains déchets de construction ou de démolition qui stipule :

Art. 1er :

- 1° déchets de construction ou de démolition : déchets provenant de la construction, de la rénovation ou de la démolition de bâtiments, d'ouvrage d'art, de routes ou d'autres installations;
- 2° débris : la fraction pierreuse et sableuse des déchets de construction ou de démolition.
- 3° recyclage : la transformation des débris en vue de leur utilisation comme matières premières secondaires.

Art. 2 :

"Tout entrepreneur chargé par le Maître de l'Ouvrage d'exécuter des travaux engendrant des débris est tenu d'assurer le recyclage de ceux-ci. Il est exempté de cette obligation s'il établit qu'il n'existe pas d'installation de recyclage susceptible d'accueillir les débris dans un rayon de soixante kilomètres autour du lieu d'exécution des travaux".

Tous les branchements d'égouts désaffectés abandonnés dans le sol et mis à jour du fait des travaux, doivent être comblés ou obturés par de la maçonnerie ou du béton selon les indications du fonctionnaire dirigeant; ces travaux constituent une charge d'entreprise, sauf dérogation par ailleurs.

Les bordures et installations de voirie, non réutilisés dans la présente entreprise et susceptibles de remplacement, ce dont le fonctionnaire dirigeant est seul juge, restent la propriété de l'Administration.

L'entrepreneur est tenu de les enlever du chantier, de les transporter et de les décharger avec soin à ses frais dans les dépôts de l'Administration désignés par le fonctionnaire dirigeant.

Tous les pavés naturels (pavés platinés, mosaïques, ...), provenant des démontages des chaussées et trottoirs et non réutilisés dans la présente entreprise, sont transportés aux susdits dépôts de l'Administration.

SOUS-SECTION 6 : JOURNAL DES TRAVAUX ET DOCUMENTS POUR LA TENUE DES ATTACHEMENTS.

ARTICLE 37 - JOURNAL DES TRAVAUX.

Dès la réception de la notification de l'approbation de la soumission, l'entrepreneur met les Journaux de Travaux nécessaires à la disposition de l'Administration.

L'entrepreneur est tenu de fournir journallement et en deux exemplaires au fonctionnaire dirigeant et/ou au surveillant, tous les renseignements sur la qualité des ouvriers mis au travail sur le chantier, les matériaux entrés (bon de livraison), les travaux exécutés,

Une fois au moins par semaine une réunion de chantier est organisée en présence de toutes les parties concernées.

SOUS-SECTION 7 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 38 - ASSURANCES.

L'entrepreneur devra prendre une assurance couvrant :

1. sa responsabilité en matière d'accidents de travail;
2. sa responsabilité civile en cas d'accident survenant à des tiers par le fait des travaux.
3. sa responsabilité en cas de dégâts aux installations souterraines.

Au plus tard 15 jours après le jour de la notification de l'approbation de sa commande,

l'entrepreneur communique au Maître de l'Ouvrage les documents qui démontrent qu'il est en ordre avec cette obligation.

ARTICLE 39 - OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR JUSQU'A LA RECEPTION DEFINITIVE.

L'entrepreneur sera tenu de garantir le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts qui lui serait intentée à la suite d'un accident provenant de malfaçons ou défauts de construction.

Les visites d'inspection pendant le délai prescrit ne l'exonèrent pas de cette obligation de garantie en cas d'accident.

Le délai de garantie prendra cours à la date de réception provisoire; ce délai ayant pris cours, l'entrepreneur entretiendra en bon état, et à ses frais, pendant le délai prescrit, tous les travaux exécutés.

En cas de défaillance de l'entrepreneur, il subira la retenue sans préjudice des mesures que l'Administration pourrait prendre d'office pour éviter les accidents.

Tous les frais résultant de ces mesures et toutes les conséquences qui pourraient en résulter seront entièrement à sa charge.

ARTICLE 41 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR.

Le soumissionnaire reconnaissant, par le fait du dépôt de sa soumission, s'être rendu compte de l'importance de toutes les particularités de l'exécution, prend, en conséquence, la responsabilité pleine et entière des produits qu'il compte mettre en œuvre et de ses procédés d'exécution sans réserve, ni restriction.

Il devra fournir des plans complets et détaillés de tous les ouvrages à réaliser en fonction des priorités arrêtées par la commune.

Il est loisible aux soumissionnaires, avant d'introduire leurs soumissions, de faire exécuter tous essais ou sondages qu'ils jugent utile, avec accord préalable du Maître de l'Ouvrage.

SOUS-SECTION 9 - FIN DU MARCHE

ARTICLE 44 - DECOMPTES.

Après exécution complète des travaux, l'entrepreneur doit fournir sans tarder :

- * 3 exemplaires des mètres ayant servi à établir le décompte final;
- * 3 exemplaires du décompte final;
- * 1 CDROM avec les plans d'exécution, coupes, détails.....;

ARTICLE 45 – PLAN DE SECURITE

Voir en annexe

PARTIE III - CLAUSES TECHNIQUES ET METRE DESCRIPTIF

Chapitre 1. TRAVAUX PREPARATOIRES

1.1. Installation de chantier, signalisation, éclairage, nettoyage en cours et en fin de chantier.

Ces opérations constituent une charge de l'entreprise.

En ce qui concerne l'installation de chantier, la signalisation, les clôtures, l'éclairage, l'entrepreneur se réfère aux chapitres concernés des clauses administratives du présent cahier des charges.

Pour ce qui est du nettoyage de chantier, il se fera au minimum 2 fois par semaine et en fin de chantier. Il sera réalisé avec tous les moyens appropriés tant mécaniques que manuels, ainsi que, si nécessaire, par nettoyage à l'eau, afin d'obtenir un ouvrage en parfait état de réception. L'entrepreneur est tenu de se conformer aux instruction formulées au journal des travaux par le fonctionnaire dirigeant.

1.2. Etat des lieux.

Ces opérations constituent une charge de l'entreprise.

Avant le début des travaux.

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit, à ses frais, faire établir des états des lieux, par un ou plusieurs géomètre experts assermentés, des biens immobiliers des propriétés avoisinantes, des biens immobiliers des installations routières et des ouvrages d'art qui pourraient être influencés par l'exécution des travaux (égouts, trottoirs, abri bus, routes communales, etc...)

Le maître d'ouvrage a le droit d'étendre la liste des biens à mesurer.

Trois parties doivent être représentées lors de l'établissement des états des lieux : l'entrepreneur, le propriétaire, un délégué de l'Administration.

Copies de l'établissement des états des lieux sont transmises aux concernés par et au frais de l'entrepreneur.

Les états des lieux doivent reprendre, avec précision, l'état avant travaux des seuils, soupiraux, soubassements, façades et autres éléments attenant aux immeubles situés dans la zone des travaux; il en est de même au cas où des ouvrages enterrés seraient présents dans la zone d'influence des travaux et ils doivent être accompagnés, chaque fois, d'un relevé de points fixes solidaires et propres à chaque immeuble examiné (cfr. le fonctionnaire dirigeant) et susceptibles d'être contrôlés ultérieurement ainsi que des niveaux de repères.

Ces états des lieux concernent également les voiries latérales, les trottoirs et les systèmes d'égouttage.

Au plus tard 20 jours ouvrables après l'expiration du délai d'établissement susmentionné, l'entrepreneur remet au fonctionnaire dirigeant trois exemplaires dûment signés et acceptés de chaque état des lieux.

Pendant les travaux.

Le maître d'ouvrage a le droit d'étendre l'obligation décrite sous le point mentionné ci-dessus dans n'importe quelles limites, à n'importe quel moment et à n'importe quel lieu.

En cas de dégât, communiqué par un tiers, ou par l'Administration, et probablement dû à l'exécution des travaux, l'entrepreneur procède à un métré contradictoire. Ceci se fait dans les 8 jours calendrier à compter du jour où l'entrepreneur en a pris connaissance par inscription dans le journal des travaux ou par recommandé. Dans les cas urgents, jugés par l'Administration, le délai des 8 jours calendrier sera réduit à 24 heures.

La représentation du maître de l'ouvrage lors des opérations de fixation ne lui donne aucune responsabilité ni vis-à-vis des tiers, ni de l'entrepreneur. L'établissement de ces constats et métrés est également une charge d'entreprise.

Après l'achèvement des travaux.

Après l'achèvement des travaux, un nouvel état des lieux, analogue à celui d'avant le début des travaux, sera établi aux frais de l'entrepreneur. L'entrepreneur procède à la réparation (ou l'indemnisation) de tous les dégâts constatés et dont il est responsable. Ces réparations (ou indemnisations) sont une charge d'entreprise.

Au plus tard 60 jours ouvrables à dater de la réception provisoire de la présente entreprise, l'entrepreneur faire parvenir au fonctionnaire dirigeant, trois exemplaires des états de récolelement qu'il est tenu de dresser d'office après travaux.

1.3. Plans - Levés topographiques.

Ces opérations constituent une charge de l'entreprise.

Plans de détail et d'exécution.

L'entrepreneur établit à ses frais, tous les plans de situation existante, de projet, de détail et d'exécution, ainsi que les notes de calculs et autres documents, nécessaires pour mener à bien l'exécution des travaux et à l'entièvre satisfaction de l'Administration.

Les plans de situation existante, de projet et d'exécution seront réalisés à l'échelle 1/200. Ils comporteront la vue en plan de l'endroit considéré ainsi que des coupes permettant au maître de l'ouvrage de visualiser le profil de la voirie et des trottoirs.

Les plans de détail sont réalisés à l'échelle 1/20.

L'entrepreneur doit soumettre à l'approbation préalable de la Police les plans d'organisation de la circulation (établis conformément aux dispositions de l'art. 30).

L'entrepreneur fournira un planning GANT en lieu et place du planning PERT prévu au cahier des charges type 150. Les impositions relatives à la mise à jour du planning, restent d'application.

Tracés des ouvrages.

L'entrepreneur met, à ses frais, à la disposition de l'Administration, chaque fois qu'elle en a besoin sur chantier, un géomètre expert, chargé de procéder selon les instructions et en collaboration avec le personnel de l'Administration, aux opérations de topographie nécessaires.

1.4.

1.4.1.

Sciage vertical et rectiligne dans le revêtement hydrocarboné.

Comprend le sciage vertical et rectiligne dans le revêtement hydrocarboné.

1.4.2.

Démolition/démontage voiries + fondations.

Comprend la démolition du revêtement hydrocarboné, mise en œuvre ou non de pavés porphyre et la démolition du revêtement en béton ainsi que tous les accessoires

	<p>de la voirie (avaloirs, taques ou autres appareils de voiries). Les pavés sont débarrassés de terres, boues et hydrocarbonés et transportés INTEGRALEMENT au dépôt de la Commune.</p> <p>Tous les autres matériaux de démolition/démontage seront recyclés; il s'agit de charges de l'entreprise.</p>
1.4.3.	<p><u>Démolition et démontage de bordures de toutes espèces + fondations.</u></p> <p>Comprend la démolition et le démontage de bordures de toutes natures, y compris leur fondation et l'évacuation des déchets et décombres vers le centre de recyclage et toutes autres sujétions. Sur demande du fonctionnaire dirigeant, les éléments susceptibles de réemploi seront nettoyés et stockés sur place.</p>
1.4.4.	<p><u>Démolition et démontage des trottoirs.</u></p> <p>Comprend la démolition et le démontage de trottoirs, leurs fondations de toutes natures et tous leurs accessoires comme gargouilles, taques, garde-corps et l'évacuation de tout déchet vers le centre de recyclage ou le stockage provisoire des matériaux à réutiliser ou transport vers un dépôt de l'Administration, suivant les indications du fonctionnaire dirigeant.</p>
	CHAPITRE 2 - TERRASSEMENTS
2.1/2.2	<p>Déblais de terres de toutes natures/Remplacement mauvais sol Le chapitre D.4. "Déblais généraux " du C.C.T. 150 est d'application, sauf pour les modifications ou ajouts repris aux paragraphes ci-après.</p>
D.4.1.	<p><u>Description.</u></p> <p>Est modifié par :</p> <p>Tous les matériaux en provenance des déblais nécessaires à la réalisation du fond du coffre et non réutilisables dans le cadre de la présente entreprise seront chargés et transportés vers un centre de recyclage.</p> <p><u>D.4.2.1. Moyens d'exécution.</u></p> <p>Est complété par :</p> <p>L'entrepreneur utilisera tous les moyens nécessaires à la mise sous profil du coffre et fera vérifier après cylindrage de ce dernier les niveaux du nouveau profil par le fonctionnaire dirigeant accompagné du géomètre de l'entreprise. Coefficient Les coefficients de compressibilité M1 du fond de coffre > 17 MN/m².</p> <p>Les coefficients de compressibilité seront vérifiés sur place par des essais de portance à la plaque à la demande du fonctionnaire dirigeant.</p> <p><u>D.4.4. Paiement.</u></p> <p><u>D.4.4.1. Prestations incluses.</u></p> <p>Le prix unitaire des postes 2.1 et 2.2 du métré comprend le déblai et l'évacuation des terres de toutes natures y compris décombres éventuels... pour réaliser les profils de fond du coffre des chaussées ainsi que les déblais aux en droits à indiquer sur place par le fonctionnaire dirigeant pour remplacer le mauvais si après établissement du fond de coffre. Le prix unitaire du poste 2.2. "Remplacement du mauvais sol "comprend également la fourniture de sables pour fondations routières conforme aux clauses du chapitre C.2.3.2. du C.S.C. type 150, y compris le cylindrage pour obtenir un coefficient de compressibilité M1 de fond de coffre > 17 MN/ m².</p> <p><u>D.4.4.2. Mesurage.</u></p> <p>Modifié par :</p> <p>Les volumes des matériaux déblayés sont mesurés par opérations topographiques (plan de levé à établir par l'adjudicataire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant le début des déblais généraux (après démontage des revêtements existants); - après achèvement de l'ensemble des déblais ; - à chaque état d'avancement. <p>Les volumes sont calculés au dm³ près.</p> <p><u>Nivellement et compactage.</u></p> <p>Comprend le nivelllement et le compactage du coffre de la chaussée au moyen d'un rouleau statique effectuant une pression linéaire de 40 kN par m de largeur de jante arrière et toutes sujétions.</p> <p><u>Terrassements de tranchées pour branchements d'avaloirs.</u></p> <p><u>Déblayage des tranchées.</u></p>

Les tranchées pour les branchements d'avaloirs seront réalisées avec des parois présentant une pente de 5 % maximum sur la verticale.

Les parois seront blindées selon un système et d'une manière choisie par l'entrepreneur, et ce en tenant compte de la présence éventuelle d'eau.

Les blindages doivent assurer la stabilité des parois et bords de la tranchée et permettre l'exécution des travaux dans les conditions d'espace et de sécurité exigées par le R.G.P.T.

Les produits des déblais pour les égouts sont évacués au fur et à mesure. Les produits des déblais pour branchements peuvent être stockés sur place jusqu'à réutilisation des meilleurs d'entre eux, les décombres et terres excédentaires étant évacués ensuite.

Remblayage des tranchées.

Le remblayage des tranchées se fait en trois phases :

- a) depuis le fond de la tranchée jusqu'à mi-hauteur du tuyau, les remblais seront en sable stabilisé. Le sable répond aux prescriptions du § C.2.3.5.c ;
- b) depuis le niveau a) jusqu'à une hauteur de 30 cm au-dessus de la voûte des tuyaux (zone A), les remblais seront en sable stabilisé. Le sable répond aux prescriptions du § C.2.3.5.c ;
- c) entre la zone A et le niveau inférieur de la fondation de chaussée (zone B), la tranchée sera remblayée au moyen de sol sableux gros, conforme aux prescriptions du § C.1.3.2.1.

Critères de compactage des remblais.

Le coefficient de compressibilité en tout point du corps des remblais doit atteindre 11 MN/m². Au niveau inférieur de la fondation de la chaussée, ce coefficient doit atteindre 17 MN/m².

Chapitre 3 - SOUS-FONDATIONS ET FONDATIONS

3.1

Sous-fondation - A base de gros granulats type II

Le chapitre E.1.2. " Sous-fondations " du C.C.T. 150 est d'application, sauf pour les modifications ou ajouts repris aux paragraphes ci-après.

E.1.2.1. Descriptions.

Les prescriptions du E.1.2.1.2. sont d'application.

Sous-fondation à base du gros granulats du type II. Epaisseur : 25 cm.

E.1.2.3. Contrôle.

Sont prévus :

- Contrôle de l'épaisseur : minimum 25 cm.
- Contrôle de la portance : coefficient de compressibilité M1 > 35 MN/m² aux endroits à indiquer sur place par le fonctionnaire dirigeant -
- Contrôle de la planéité de la surface.

E.1.2.4. Paiement.

Le paiement se fait sur base de la superficie des couches de la sous-fondation avec une épaisseur constante de 25 cm.

3.2.

Fondations - empierrement discontinu.

Le chapitre E. 2.2 " Empierrements à granulométrie non continue" du C.C.T. 150 est d'application sauf pour les modifications ou ajouts repris aux paragraphes ci-après.

E.2.2.1 Description.

La fondation est constituée d'une sous-couche (épaisseur : 12 cm) et 1 couche de finition (épaisseur : 8 cm).

L'épaisseur totale de la fondation est de 20 cm.

E.2.2.3.2 Contrôle en cours d'exécution.

Sont prévus :

- Contrôle de l'épaisseur : 20 cm.
- Contrôle de la planéité de la surface : règle de 3 m ;
- Contrôle de la portance : coefficient de compressibilité M1 > 35 MN/m² aux endroits à indiquer sur place par le fonctionnaire dirigeant.

E.2.2.5. Dérogations.

Sans objet

3.3.

Fondation - sable stabilisé pour les trottoirs.

Comprend la fourniture, mise en œuvre, compactage machinal bien soigné, profilage y compris tous les travaux additionnels. La fondation finie doit exhiber

le profil prévu et définitif.

La tolérance est inférieur à 20% sur les épaisseurs ponctuelles et 0% sur les épaisseurs moyennes. La résistance à la compression sera mesurée pendant l'exécution sur base d'échantillon de Proctor ou à posteriori par carottage. Une résistance moyenne de 2.0MPa après 7 jours est obligatoire. Après 28 jours la résistance moyenne sera supérieure à 3.0MPa.

Tous les travaux pour la réalisation du coffre sont compris dans ce poste.

3.3.1

Fondation - sable stabilisé pour les trottoirs.

Epaisseur : 15 cm après compactage.

3.3.2

Fondation - sable stabilisé pour les trottoirs à hauteur des montées et entrées de garages.

Epaisseur : 20 cm après compactage.

Chapitre 4 - REVETEMENTS

4.1. Pavages.

4.1.1.

Pavés en béton.

Le chapitre F.4. " Pavages " du C.C.T. 150 est d'application, sauf en ce qui concerne les adaptations ou ajouts mentionnés dans les paragraphes suivants; F.4.1. Description.

4.1.1.1.

Pavés en béton pour plateaux.

Comprend la fourniture et pose, appareillage en épi des pavés en béton type A1 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3^e édition-octobre 1992) pour les plateaux, y compris la couche de pose, sablage au sable blanc, vibrage, le sciage mécanique et tous travaux complémentaires.

Les pavés en béton ont le label BENOR.

Dimensions: 220x110x100mm.

4.1.1.2.

Pavés en béton pour les passages piétons.

Comprend la fourniture et pose en appareil couplé des pavés en béton blanc type A1 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3^e édition-octobre 1992) pour les passages piétons, y compris la couche de pose, sablage au sable blanc, vibrage, sciage mécanique, rejoignement et tous travaux complémentaires.

Les pavés en béton ont le label BENOR.

Dimensions: 220x110x100mm.

4.1.1.3.

Pavés en béton pour trottoirs.

Comprend la fourniture et pose, appareillage en quinconce des pavés en béton type A1 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3^e édition-octobre 1992) pour les montées et entrées de garages, y compris la couche de pose, sablage avec sable blanc, vibrage, damage, sciage mécanique, rejoignement et tous travaux complémentaires.

Les pavés en béton ont le label BENOR.

Dimensions: 220x110x80mm.

F.4.3. Caractéristiques des pavés en béton.

Les pavés en béton sont du type A1 avec bord chanfreiné et conforme au NBN - B 21-311 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3^e édition-octobre 1992).

Les colorants sont ajoutés dans la masse.

Les pavés en béton ont le label BENOR.

Les pavés en béton sont pourvus d'une couche supérieure spéciale, épaisseur minimum de 1cm, dans laquelle la couleur est obtenue par utilisation des matériaux exclusivement minéraux, afin que décoloration soit exclue.

F.4.4. Travaux préparatoires.

Pour éviter des déformations de la chaussée, l'épaisseur de la couche de pose doit être à 4 cm après compactage. Cette couche est composée d'un mélange d'empierrement continu 0/7 contenant au moins 40 % de la fraction 0/2, stabilisé avec 100 kg ciment/m³ CEM I 42,5 . La teneur en éléments fins < 80 microns du mélange doit être < à 5%.

Le sable de concassage répond aux dispositions de la NBN B11-011.

La couche de pose doit être posée avec une épaisseur constante, convenablement compactée, égalisée et nivelée selon le profil de la voirie.

La fondation et couche de pose doivent être établies à un niveau tel qu'après vibrage ou cylindrage, les pavés posés présentent une saillie de 10mm au-dessus des filets d'eau.

Il est indiqué d'exécuter d'abord les contrebutages avant d'appliquer la couche de pose. La largeur entre les contrebutages est fixée par les dimensions des pavés en béton qui doivent y être posés (un multiple d'un demi pavé), mais s'approche le plus possible de la largeur imposée. Quelques rangées de pavés en béton seront d'abord mis en œuvre à l'essai, à cet effet.

F.4.5. Exécution des pavages.

Les pavés en béton doivent être posés bien raccordés et serrés les uns contre les autres, sur une couche de pose unie et sous profil exact, sur laquelle une fois achevée on ne peut plus circuler.

La pose de pavés se fait en 3 phases principales :

- la pose des pavés;
- le sciage sur mesure de pavés aux endroits où il est impossible de poser des pavés entiers, des demi pavés ou pavés spéciaux.;
- le compactage vibrant.

Le sciage des pavés se fait de sorte qu'il y ait uniquement des bords droits. Des pavés avec des bords cassés seront refusés.

La pose des pavés se fait toujours à l'avancement de sorte que le poseur soit placé sur les pavés posés et que la sous-couche reste intacte.

Le transport des pavés ne se fait jamais sur la couche de pose mais bien sur les pavés déjà placés.

Les niveaux sont contrôlés le plus simplement à l'aide d'un cordeau tendu.

Au début de la pose, il y a lieu de faire attention à ce que les premières rangées de pavés soient placées au bon niveau et que les pavés soient posés dans le bon ordre, afin que l'exécution se fasse sans problème. L'utilisation d'un marteau en caoutchouc est requise pour bien serrer les pavés les uns contre les autres.

Des ouvertures éventuelles, comme aux chambres de visite ou aux contrebutages, seront achevées à l'aide de pavés sciés sur mesure. Le sciage se fait d'une telle façon qu'il y ait des joints uniformes autour de l'obstacle.

Dès que les bords et les angles seront achevés, et après épandage et brossage d'une fine couche de sable fin sec (0/1) avec 5 jusqu'à 20 % de particules inférieure à 80 microns, les pavés pourront être compactés avec une plaque vibrante. Avant la vibration, tout le sable excédentaire sera enlevé de toute la surface par brossage manuel ou mécanique.

Les engins vibrateurs doivent rester éloignés d'au moins 1m des endroits où la pose doit encore être continuée.

Les pavés déjà placés seront à nouveau recouverts d'une couche de sable qui sera brossée à sec dans les joints.

F.4.7. Contrôle.

Les inégalités des pavés posés, mesurées à la latte de 3m, ne peuvent être supérieures à 5mm.

Entre deux pavés adjacents, les différences de hauteur ne peuvent pas dépasser 2mm; des flaques d'eau ne peuvent se former.

Les affaissements et inégalités de plus de 5mm doivent être éliminés enlevant les pavés et en les remettant au bon niveau après profilage de la sous-couche.

Une attention toute particulière sera apportée aux surfaces voisines de l'horizontale ou aucune stagnation d'eau ne peut être tolérée. En cas de défaut, ces zones seront démontées, reprofilées avec une très légère pente favorisant l'évacuation. Dans ces zones, les tolérances en niveau admises sont égales à la moitié de celles définies ci-dessus.

F.4.8. Paiement.

Les zones où les inégalités, mesurées avec une latte de 3m, sont plus grandes que 5mm ne seront en aucun cas prises en considération pour le paiement. Par inégalité subsistante mais dont l'Administration n'exige pas la remise en état sera décomptée une surface de 3m x 3m.

Par inégalité de 2mm, de 2 pavés adjacents, une zone d'un m² ne sera pas prise en considération pour le paiement.

Une simple mention des inégalités dans le Journal des Travaux suffit pour l'application des sanctions susmentionnées.

Dans les postes de pavés en béton, sont compris toutes les fournitures, la couche de pose, la pose, tous les raccordements, le cylindrage ou la vibration, le

rejointoient au sable fin sec.

La fourniture et la pose obligatoire de demi pavés et pavés en forme de mitre pour amorcer les appareils de pose sont une charge de l'entreprise.

Remarque générale pour toutes les sortes de pavés.

Les pavés sont résistants au gel et aux sels de dé verglaçage et répondent aux exigences de qualité prévues dans la norme NBN 21-311 - 3° édition-octobre 1992.

Avant toute commande par l'entrepreneur, des échantillons des pavés à utiliser doivent être soumis à l'Administration pour approbation et une surface d'essai doit être déposée sur place.

Après acceptation des échantillons, l'entrepreneur pourra passer à la fourniture définitive.

4.1.2.

Dalles de béton

Les dalles de béton répondent aux normes NBN - B 21-211 (4ème édition - décembre 1991). Elles ont les dimensions suivantes : 200x200x80mm, de couleur grise, côtés non chanfreinés.

Les dalles sont munies du label BENOR.

Les dalles sont posées sur une couche de sable stabilisé de 15cm d'épaisseur après compactage.

Le poste comprend la fourniture et pose des dalles y compris le rejointoient (2mm) avec mortier liquide. Les frais relatifs à la fourniture, pose et compactage du sable stabilisé ne sont pas compris dans ce poste (voir poste 3.3.1.).

Exécution du dallage.

Un joint de dilatation de 10 à 15mm de largeur est prévu tous les 20 m et avant et après les sorties de garage. Ce joint est entièrement rempli avec un produit de rejointoient jusqu'à 1cm sous la surface. La fourniture et pose de ce matériau de rejointoient est compris dans le prix unitaire de la fourniture et pose des dalles de béton.

Contrôle.

La surface doit être parfaitement plane. Les dalles hors niveau de plus ou moins 2mm seront reposées.

Le mesurage se fait avec la latte de 3m.

A hauteur des passages piétons, la différence de niveau entre la bordure et le filet d'eau est de 2cm.

Paiement.

L'adaptation des couvercles des vannes incendie, bouche à clé gaz et CIBE est comprise dans les prix.

Les cabines haute tension souterraines de SIBELGA seront adaptées par cette société.

La fourniture et pose des tuyaux PVC sous les bouches à clé jusqu'à la conduite mère est comprise dans les prix unitaires de ce poste.

Les adaptations autour des couvercles, soupiraux, poteaux divers, etc... sont également incluses dans les prix unitaires. Les surfaces de ces accessoires inférieures à 0,5 m² ne sont pas déduites des surfaces mesurées.

Supplément pour la réalisation du profil filet d'eau.

Supplément sur poste 4.1.1.1. pour la réalisation du profil filet d'eau y compris le lit de pose en mortier et toutes sujétions.44.-

Chapitre 5. EVACUATION DES EAUX

4.1.3.

Tuyaux en grès pour les branchements des avaloirs.

Le chapitre G.7. " Tuyaux en grès vernissés " du C.C.T. 150 est d'application, sauf en ce qui concerne les adaptations et ajouts mentionnés dans les paragraphes suivants :

G.7.1. Description.

Comprend la fourniture et pose de tuyaux en grès avec anneaux d'étanchéité et raccords, diamètre intérieur 15cm, pour l'écoulement des eaux de pluie entre les avaloirs ou tuyaux d'écoulement et les égouts ou chambres de visite.

G.7.2.2. Exécution.

La méthode rationnelle pour la pose des tuyaux consiste à commencer la pose par le point aval, c'est-à-dire par la jonction avec l'égout public, l'extrémité à

5.1.

collet orientée vers l'amont.

L'ouverture percée dans l'égout public aura la dimension exactement nécessaire pour passer le tuyau et permettre un bourrage convenable au mortier de ciment. Les tuyaux seront posés suivant la pente uniforme donnée au fond de la tranchée, répétée au moyen d'un cordeau assurant en même temps la rectitude de la file des tuyaux.

Si les conditions locales ou des obstacles s'opposent à l'établissement d'une pente uniforme, l'entrepreneur se conformera aux instructions qui lui seront données, dans chaque cas particulier, par le fonctionnaire dirigeant.

Il ne pourra, en aucun cas , se prévaloir d'une difficulté quelconque pour modifier , sans l'autorisation ou à l'insu du service, la pente qui lui aura été imposée. Le mesurage tiendra compte des différentes profondeurs pour la détermination du volume des terrassements.

BRANCHEMENT A L'EGOUT PUBLIC :

Comprend notamment l'ouverture dans l'égout public (le perçement), le colmatage autour du tuyau et le cimentage autour du raccordement ainsi que l'évacuation des débris au centre de recyclage.

Dans les égouts en maçonnerie de briques ou de béton, le radier du premier tuyau viendra à 0.30m au-dessus du radier de l'égout. Toutefois, le fonctionnaire dirigeant pourra prescrire de débuter à un niveau plus bas ou plus haut, selon les circonstances locales.

Dans les égouts en tuyaux (béton ou grès), le branchement sera réalisé avec un raccord simple, c'est-à-dire que l'ouverture dans le tuyau récepteur (égout public) doit être forée. Un mastic souple agréé par le fonctionnaire dirigeant ou une bague adéquate sera appliquée entre le corps du tuyau récepteur et le branchement.

CIMENTAGES.

Dans le cas où l'égout possède un cimentage, celui-ci sera rétabli dans son état primitif.

Dans les autres cas, une couche de cimentage d'une forme carrée, dont le côté est égal au diamètre nominal augmenté de 0.25m de part et d'autre sera appliquée.

Les cimentages auront une épaisseur de 1.5cm.

G.7.4.Paiements.

Les tuyaux sont payés par mètre courant. Ce prix comprend les branchements aux chambres de visite, tuyaux existants ou égouts et toutes sujétions. Les pièces spéciales sont comptées pour 1m de tuyau de même diamètre. Les terrassements pour le déblai et remblai des tranchées ne pas comptés dans le prix unitaire de ce poste (voir poste 2.3.).

5.2.

Obturation des anciens branchements dans les égouts

Si l'exécution du nouveau branchement ne se situe pas au même endroit que l'ancien, l'entrepreneur est tenu d'obturer l'ancien percement à l'aide de maçonnerie, laquelle aura une épaisseur d'une brique.

Cette maçonnerie sera également cimentée suivant les indications données sur place par le fonctionnaire dirigeant.

Prix par pièce quel que soit le diamètre du branchement à obturer.

5.3.

Avaloirs.

Chapitre G.13.2 "Avaloirs " du C.C.T. 150 est d'application, sauf pour les adaptations et ajouts mentionnés dans les paragraphes suivants :

G.13.2.1. Description.

Les avaloirs sont du type " Ville de Bruxelles " équipés d'un couvercle de siphon en fonte.

G.13.2.2.1. Matériaux.

Deux types d'avaloirs doivent être prévus, un avaloir avec sortie verticale et un avec sortie latérale.

Caractéristiques :

- résistance 40 tonnes
- ouverture du cadre 615 x 180mm
- sortie : diam. 150 mm
- couvercle de siphon en fonte
- grille en fonte à barreaux obliques

- surface d'absorption : +/- 11dm²
La fonte sera du type " fonte nodulaire " conforme aux NBN - B 53-101 et NEN 830-02.

G.13.2.2.2 Exécution.

Les avaloirs de l'ancien type (barreaux latéraux) seront enlevés d'office et non récupérés par la commune.

Les avaloirs reposent sur une fondation de 20cm en béton C20/25-2b-S2.

L'avaloir sera placé de façon à ce que la grille se ferme dans le sens de la circulation.

L'étanchéité entre l'avaloir et le tuyau doit être assurée. L'avaloir est placé 1cm plus bas que le niveau du filet d'eau et à 2cm de la bordure.

L'ouverture entre l'avaloir et la bordure sera achevé par un joint de mortier.

G.13.2.4. Paiements.

Prix par pièce y compris les terrassements (y compris les fondations), goudronnage de toutes les surfaces en contact avec le terre, fondation en béton C20/25-2b-S2 et tous les travaux complémentaires.

5.4./5.5.

Trappillons 40T / Trappillons 10T.

Comprend la fourniture et pose des trappillons en fonte type voirie, résistance 40T (cadre + couvercle + cadre en béton et bague) pour la voirie et type trottoir, résistance 10T pour les trottoirs. Les trappillons sont conformes à la norme NBN - B 53-110 -type 9.

Prix par pièce y compris tous les travaux complémentaires comme, si nécessaire, la réparation de la partie supérieure de la maçonnerie (délimité jusqu'au 0.70m sous le niveau de voirie fini).

Chapitre 6. ELEMENTS LINEAIRES

6.1.

Bandes de contrebutage préfabriquées.

Le chapitre H.3.3. " Bandes de contrebutage préfabriquées" du C.C.T. 150 est d'application, sauf en ce qui concerne les adaptations et ajouts mentionnés dans les paragraphes suivants :

H.3.3.1. Description.

6.1.1.

Bordures en béton préfabriquées (100x30x15) (N.B.N. B21-411).

Comprend la fourniture et pose de bordures en béton préfabriqué droites et courbes (N.B.N. B21-411) (100x30x15cm avec chanfrein de 2cm) y compris chargement, déchargement, et entreposage éventuel, les terrassements, le réglage, le calage, le rejoointoientement, mortier de pose et toutes sujétions.

6.1.2.

Bordures en béton préfabriquées type ID1(N.B.N. B21-411).

Comprend la fourniture et pose de bordures en béton préfabriqué droites et courbes type ID (N.B.N. B21-411) (100x30x10cm) pour délimiter dans la voirie les passages piétons en pavés en béton, y compris la coupe mécanique à longueur voulue, les terrassements, le réglage, le calage, le rejoointoientement, mortier de pose et toutes sujétions.

6.1.3.

Bordures en pierre bleue (100x30x15) (N.B.N. B21-411).

Comprend la fourniture et pose de bordures en pierre bleue droites (100x30x15cm avec chanfrein de 2cm) y compris chargement, déchargement, et entreposage éventuel, les terrassements, le réglage, le calage, le rejoointoientement, mortier de pose et toutes sujétions.

H.3.3.2.2. Pose sur chantier.

Les bordures préfabriquées sont posée sur une fondation en béton C20/25-2b-S2 d'épaisseur minimum 15cm et hauteur minimum 15cm. La fondation, en béton C20/25-2b-S2 est comptée dans un poste à part.

Les angles perpendiculaires, faits par 2 bordures dans une vue en plan, sont réalisés par bordures préfabriquées du même profil. La longueur la plus grande des bordures est comptée pour le paiement.

Les joints entre les bordures sont rejoointoyés sur toute la hauteur à l'aide de mortier de ciment.

Tous les 25m seront prévus des joints de dilatation constitués de fibres imprégnées et végétales jusqu'à 2cm de la face extérieure des bordures. Ces 2 derniers cm étant rejoointoyés avec 1 joint élastique.

6.2.

Béton C20/25-2b-S2 pour diverses fondations et contrebutages éléments linéaires.

Comprend la fourniture et mise en œuvre de béton C20/25-2b-S2 pour diverses fondations et contrebutages pour les postes 6.1.1. - 6.1.2. - 6.1.3. y compris répandage, coffrage, protection et toutes sujétions.

Chapitre 7. DIVERS

7.

Potelets de dissuasion

DESCRIPTION DES POTELETS.

Matériaux.

7.1

Fourniture et pose de potelets en fonte.

Les potelets sont coulés en une pièce en fonte nodulaire FNG, conforme à la norme NBN 830-02 et au moins de la classe de fonte FNG 70-2.

Les potelets ont les caractéristiques suivantes :

- diamètre : 120mm
- hauteur: 550mm
- couleur: gris anthracite

7.2.

Fourniture et pose de potelets en bois.

Ils seront constitués en bois dur tropical, classe de durabilité I, pourvus de 4 côtés biseautés et d'une tête en forme de diamant. Les poteaux sont rabotés des quatre côtés et sont traités au brou de noix, couleur brune.

Sécurité routière : deux bandes réfléchissantes ajoutent une sécurité routière de jour comme de nuit. Elles se placent dans les deux rainures. Couleur : rouge.

Dimensions : 14 x 14 x 140.

L'origine du bois est certifiée "F.S.C." (norme WWF).

7.1 + 7.2

Finition.

Toutes les parties visibles sont traités comme suit (ou, en cas de divergence, au moins équivalent et à proposer et décrire en détail).

- métallisation Z80 suivant NBN 755
- couche de fond
- couche de finition à base d'epoxy; couleur à proposer, mais à choisir par l'administration (en principe : RAL 6005)

Tous les potelets devront être similaires à ceux déjà installés dans la commune.

Ancrage.

Afin d'assurer un bon ancrage dans le béton mis en œuvre sur place (pas de fondation préfabriquée), les potelets (des deux types) doivent être bétonnés bien verticalement sur une longueur d'au moins 15 cm dans le socle (d'une hauteur de 50 cm minimum) avec des ancrages, pièces de scellement, fers à béton appropriés.

Transport et stockage.

Tous les potelets soigneusement emballés, à l'abri de chocs, de manière à ne subir aucune dégradation ni être endommagés au transport et lors du placement.

Garantie.

A indiquer; au moins 5 ans sur la corrosion et garantie sur le bris suivant les normes. Le bris de pièces en raison d'imperfections constructives et /ou structurelles conduit au remplacement immédiat du potelet.

PLACEMENT DES POTELETS.

Les potelets seront placés aux endroit comme indiqué sur les plans.

Sont compris dans les travaux :

- le terrassement, tenant compte de la nature du revêtement, du sous-sol et de l'éventuelle existence de canalisations et conduits;
- le placement du potelet, du socle en béton et des pièces d'adaptation éventuelles;
- le remblai et l'appropriation des trottoirs;
- l'évacuation des produits de terrassement, déchets, gravats,,

y compris la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux annexes et sous garantie totale de stabilité et durabilité.

Les potelets sont établis parfaitement verticalement dans un massif de fondation en béton C20/25 CEM I 42.5. Ce bloc d'au moins 30 sur 30 cm a une profondeur de 50cm minimum. La fondation est coulée sur place jusqu'à 1cm au-dessus du niveau fini du revêtement, de manière à assurer l'écoulement des liquides et des

- eaux de ruissellement à partir de la base du potelet.
En ce compris tous les dispositifs et moyens à mettre en œuvre pour garantir la verticalité du potelet pendant la prise du béton.
- 7.3. Béton armé R'wk 30 pour muret.**
Fourniture et mise en œuvre de béton armé R'wk = 30N/m², y compris le coffrage, décapage superficiels et toutes sujétions.
- 7.4. Aacier classe BE 40 pour poste précédent.**
Fourniture et pose de ronds à béton en acier classe BE 40 pour poste précédent, y compris pliages, ligatures, etc..... et toutes sujétions.
- 7.5. Mise à niveau des taques d'accès aux installation de distribution publique d'électricité et de gaz.**
L'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux :
 - Communique à SIBLEGA, au début des travaux, la liste des taques et couvercles à remettre à niveau
 - Demande une offre pour ces travaux
 - Après réception du devis, commande ces travaux aux services de SIBELGA (paiement préalable)
 - Coordonne ses travaux avec ceux de SIBELGA pour la remise à niveau.

Chapitre 8. SIGNALISATION

- 8.1. Fourniture et mise en place de la signalisation routière définitive suivant l'arrêté ministériel en vigueur.**

Chapitre 9. AMENAGEMENTS POUR PME

AMENAGEMENT DES TROTTOIRS POUR LES PERSONNES A MOBILITE REDUITE .

9.1 Pour la sous-fondation et la fondation les §§ E.3. et E.4. du CCT 2000 sont d'applications.

9.2 Aux prescriptions du § F.4. " DALLAGES" du CCT 2000 s'ajoutent les prescriptions suivantes:

9.2.1 Dalles à pastilles

Une rangée de dalles ou de morceaux de dalles grises est placée entre la bordure et les dalles à pastilles. La distance entre le bord extérieur de la bordure et la première rangée de dalles à pastilles est de 40 à 50 cm. Ensuite deux rangées de dalles à pastilles sont placées parallèlement au passage pour piéton. La longueur de la rangée de dalles à pastilles est égale à la largeur du passage pour piéton (3m).

9.2.2. Dalles directionnelles.

Les dalles directionnelles sont placées comme indiqué sur les plans. Ils partent d'un mur ou d'une bordure et rejoignent le milieu de la rangée de dalles à pastilles. Les dalles directionnelles sont placées dans la direction des dalles à pastilles.

La pente maximale des trottoirs au niveau de ces aménagements est de 5%.

9.2.3 Bordures du type B

Les bordures du type B sont placées de telle manière que le bas du chanfrein vient à fleur avec le filet d'eau. La différence de niveau entre le filet d'eau et le début du passage pour piéton est de maximum 2 cm.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 24 juillet 2009

Réf. : 002-2009/5333-wm

28.05.2009/A/001

1E VOORWERP

PUBLIEKE RUIMTE

**HERAANLEG VAN VOETPADEN IN DE WIJK VAN DE
VISSERIJSTRAAT – OPENBARE AANBESTEDING –
VASTSTELLEN VAN DE VOORWAARDEN – DRIEJARIG
INVESTERINGSPROGRAMMA 2007-2009 – PROJECT
NR. 1 – AANVRAAG PRINCIEPSAKKOORD VAN
SUBSIDIERING – OPMAAK VAN HET
ONDERHOUDSPROGRAMMA**

DE RAAD,

Gezien op artikel 421.735.60 van de buitengewone begroting van 2009 een som van 600.000 € voorzien is voor de vernieuwing van voetpaden in de wijk van de Visserijstraat;

Gezien de uitgave op +/- 599.945 € BTWI geschat wordt;

Gezien het bijzonder lastenboek n° 20/2009 regelende deze onderneming;

Gezien het publicatiebericht als bijlage;

Gezien de gemeenteraad er zich toe moet verbinden om als goede huisvader de door de subsidies gerealiseerde werken te onderhouden en een onderhoudsprogramma met een concrete planning van dit onderhoud op te stellen, en dit als volgt:

1^e jaar: 1500 €

2^e jaar: 2000 €

3^e jaar: 3000 €

4^e jaar: 4500 €

5^e jaar: 6500 €

Gezien hiervoor een begrotingsartikel gecreëerd zal moeten worden;

Gezien het princiepsakkoord gevraagd moet worden;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies;

Gezien artikels 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met eenparigheid,

- in te stemmen met de heraanleg van voetpaden in de wijk van de Visserijstraat voor een bedrag van +/- 599.945 € BTWI;
 - het publicatiebericht als bijlage goed te keuren;
 - deze aanbesteding te plaatsen via een openbare aanbesteding en het lastenboek n° 20/2009, regelende deze onderneming goed te keuren;
 - deze uitgave te boeken op artikel 421.735.60 van de buitengewone begroting van 2009;
 - zich op eer verbinden om de bestemming van het goed waarvoor een subsidie is gekomen niet te wijzigen en dit in de 20 jaar volgend op het ontvangst van de subsidie;
 - het onderhoudsprogramma van het gesubsidieerde goed voor de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering van de werken goed te keuren en hiervoor een begrotingsartikel te creëren;
 - een principiesakkoord van subsidiëring aan te vragen ;
 - het Schepencollege te belasten met de uitvoering van dit dossier;

Onderhavige beraadslaging, in dubbel, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**GEMEENTE OUDERGEM
DIENST OPENBARE WERKEN
BIJZONDER BESTEK Nr 20/2009
R DE VERNIEUWING VAN VOETPAD**

VISSELIJSTRAAT

OPENBARE AANBES

rijvingen wordt gecentraliseerd bij

Het openen van de inschrijvingen gebeurt in het Administratief Centrum, Emile Idiersstraat 12.

Het openen van de inschrijvingen gebeurt in het Administratief Centrum, Linne Idersstraat 12, 1160 OUDERGEM, op om uur, op de 5° verdieping in de Collegezaal.

INHOUD

DEEL I DEEL II

- 7.5. Nivelleren van de luiken die toegang geven tot openbare distributie-installaties van elektriciteit en gas.

SIGNALISATIE

- 8.1. Plaatsing wegsignalisatie

AANLEG VAN VOETPADEN VOOR PERSONEN MET EEN BEPERKTE BEWEEGLIJKHEID.

- 9.1. Onderfunderingen

- 9.2. Speciale elementen voor PBB

- 9.2.1. Aandachtstegels

- 9.2.2. Volg tegels

- 9.2.3. Boordstenen type B

DEEL II - ADMINISTRATIEVE BEPALINGEN

HOOFDSTUK 1 - BEPALINGEN GELDIG VOOR ALLE OPDRACHTEN.

AFDELING 1 - OPSTELLING VAN DE CONTRACTEN

TECHNISCHE SPECIFICATIES

ARTIKEL 1 - BESTEK (1)

De aanneming wordt geregeld door de bepalingen van dit bijzonder bestek. Voor zover er door dit niet van afgeweken wordt, is ze eveneens onderworpen aan de hierna volgende bepalingen en voorwaarden:

- a. de wet van 24 december 1993 (B.S. 22.01.94) betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- b. het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, en de concessies van openbare werken;
- c. het Koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene aannemingsvoorwaarden voor overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en voor concessies van openbare werken;
- d. het Algemeen Reglement op Arbeidsbescherming ;
- e. het Ministerieel Besluit van 11 oktober 1976 (Belgisch Staatsblad van 14 oktober 1976) en alle latere wijzigingen tot vaststelling van de minimale afmetingen en de bijzondere voorwaarden voor de plaatsing van de verkeerssignalisatie;
- f. het Ministerieel besluit van 25 maart 1977 (Belgisch Staatsblad van 30 maart 1977) betreffende de signalisatie van de werven en obstakels op de openbare weg, gewijzigd door het Ministerieel Besluit van 14 november 1978 (Belgisch Staatsblad van 2 december 1978), alsook alle latere wijzigingen;
- g) het Koninklijk Besluit van 21 september 1988 (BS van 08.10.88) betreffende de voorschriften en verplichting tot raadpleging en informatie na te leven bij de uitvoering van de werken in de nabijheid van installaties voor het vervoer van gasvormige en andere producten via leidingen.
- h. De ordonnantie van 5 maart 1998 betreffende de coördinatie en de organisatie van werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de coördinatie en de organisatie van werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het koninklijk besluit van 9 oktober 1998 houdende het algemeen politiereglement over de verkeersveiligheid evenals het Gewestelijk Stedebouwkundig Reglement, besluit van 3 juni 1999) BS van 09-07-99) – Titel VII (“de weg, de toegang en de omgeving) – sectie 3 – art. 8.
- i. De G.S.V. (Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening).
- j. Het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele werven (BS 7 februari 2001).

Bovendien is de aanneming onderworpen aan de technische referentiedocumenten hieronder opgesomd, voor zover er niet van afgeweken wordt door de bepalingen van het bijzonder bestek:

1. **het typebestek 2000** van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
2. **het typebestek nr. 800** van 1967 van het Ministerie van Openbare Werken, in de veronderstelling van de uitvoering van de werken of een deel ervan bij vriesweer
3. **de normen** uitgegeven door het Belgisch Instituut voor Normalisatie voor zover ze niet tegenstrijdig zijn met de voorschriften van de hiervoor opgesomde documenten, behalve voor de normen die uitdrukkelijk vermeld zijn door de voorschriften van dit bijzonder bestek en die doorslaggevend zijn op de hierboven genoemde referentiedocumenten;

4. **de algemene aanbevelingen** voor de uitvoering volgens de regels van goed vakmanschap zoals hernoemen o. a. in de nota's van het W.T.C.B. en/of OCW zijn eveneens van toepassing.

De nummers van de artikels hernoemen in het tweede deel "Administratieve Bepalingen" van dit bijzonder bestek en in de artikels die ernaar verwijzen stemmen overeen met de nummering van de artikels van het algemeen lastenboek dat bij van het koninklijk Besluit van 26 september 1996 gevoegd is (waarvan sprake is in punt c. hiervoor).

BELANGRIJKE OPMERKINGEN

1. De hiervoor hernoemen lijst is verklarend en niet beperkend. De inschrijver zal dus zorgen voor de algehele naleving van elke norm, voorschrift en leidraad van goede uitvoering, niet genoemd maar nodig voor de verwezenlijking van de werken volgens de regels van goed vakmanschap.
2. De aanneming is eveneens onderworpen aan de wetsbeschikkingen betreffende de opdrachten van openbare werken, met name in wat de sociale wetgeving op de lonen betreft.

INSCHRIJVINGEN

De inschrijving en de samenvattende opmetingsstaat worden opgemaakt op de daartoe bestemde dokumenten van het bijzonder bestek.

De inschrijvingen moeten ingediend worden, in drie exemplaren, bij de dienst Financien Emile Idiersstraat 12, 1160 OUDERGEM, ten laatste op de dag en voor het uur vastgesteld voor de opening van de inschrijvingen.

De inschrijvingen mogen ook per post verstuurd worden. Een laattijdig aangekomen inschrijving wordt echter pas in aanmerking genomen op de dubbele voorwaarde dat:

1. het Bestuur zijn beslissing nog niet bekend gemaakt heeft aan de inschrijver;
2. de inschrijving, als aangetekende zending, ten laatste de vierde kalenderdag vóór de voor de opening van de inschrijvingen vastgelegde dag bij de post afgegeven is.

De inschrijving wordt geschoven in de omslag die het adres van de Dienst Financiën, de benaming van de oorspronkelijke dienst, het voorwerp van de aanneming, de datum en het uur vastgelegd voor de zitting van opening van de inschrijvingen en de referentie van het bijzonder bestek draagt. In geval van postzending onder aangetekende of gewone brief wordt deze gesloten omslag geschoven in een tweede omslag die het adres van de Dienst Financiën draagt.

DOCUMENTEN TE VOEGEN BIJ DE INSCHRIJVING

De inschrijver moet **verplicht** bij zijn inschrijving voegen:

1. de samenvattende meetstaat, behoorlijk nagezien, aangevuld met de aanduiding van de eenheidsprijzen, deeltotalen en totalen, en ondertekend;

Deze is gedateerd en ondertekend onder de vermelding:

"Opgemaakt door ondergetekende om te worden gevoegd bij mijn inschrijving van "heden".

Deze documenten verbinden de aannemer evenals de bepalingen en voorwaarden van dit bijzonder bestek.

QUALITATIEVE SELECTIECRITERIA :

Op straffe van nietigheid moeten de aanbesteders de volgende documenten bij hun offerte voegen :

- een attest van de R.S.Z., tot en met het voorlaatste trimester voor de datum van de opening.
- een kopie van de erkenning in de categorie C klasse 3.

ERKENNING EN REGISTRATIE

De werken worden gerangschikt in de **categorie C** en de Administratie acht dat ze tot de **klasse 5** behoren.

Zijn van toepassing:

Erkenning:

- a. de wet van 20/03/1991 die de erkenning van de aannemers van werken organiseert (B.S. 06/04/91) gewijzigd bij wet van 19/09/1994 (B.S. 08/03/1996);
- b. het K.B. van 26.09.91 houdende de inkrachttreding van de wet van 20.03.1991 die de erkenning van aannemers van werken organiseert (B.S. van 18.10.91);
- c. het K.B. van 26.09.1991 tot vaststelling van bepaalde maatregelen van toepassing van de wet van 20.03.1991 ter regeling van de erkenning van aannemers van werken (B.S. van 18.10.91);
- d. het M.B. van 27.09.1991 dat de rangschikking van de werken volgens hun aard bepaalt in categorie en ondercategorie in verband met de erkenning van de aannemers (B.S. van 19.10.91);

De erkenning van de onderaannemers is vereist wanneer het bedrag van de werken die hen door de inschrijver toevertrouwd worden hoger ligt dan 49.579 € voor werken van ondercate gorieën en 74.368 € als ze in een categorie ingedeeld zijn.

KENNISGEVING VAN DE KEUZE VAN DE AANNEMER

De aan de Administratie gegeven termijn om de aannemer kennis te geven van de goedkeuring van zijn inschrijving wordt op tweehonderd (200) kalenderdagen gebracht, te tellen vanaf de dag die volgt op de openingszitting van de inschrijvingen.

Het opsturen van de officiële bestelbon geldt als order voor het begin van de werken.

UITVOERINGSTERMIJN

In geen enkel geval mag de uitvoeringstermijn 120 kalenderdagen overschrijden te rekenen vanaf de datum van de bestelbon.

De inschrijver vermeldt in zijn offerte de uitvoeringstermijn.

CONTROLE EN TOEZICHT OP DE UITVOERING

ARTIKEL 1 - LEIDENDE AMBTENAAR

De leidinggevende ambtenaar is de Heer Jean-Louis HERMANS, aangeduid door het Schepencollege om de leiding van en toezicht op de uitvoering van de opdracht uit te voeren, telefoonnummer : 02/676.49.93 (8u – 12u en 14u – 16u.)

AFDELING 2 – UITVOERING VAN DE OPDRACHT

WAARBORGEN

ARTIKEL 5

De waarborg is vastgesteld volgens het art. 5 van het K.B. van 26 september 1996.

Voor huidige opdracht bedraagt deze 5% van de initiele opdracht.

De waarborg moet door de leverancier of door een derde binnen een termijn van dertig dagen na toekenning van de opdracht worden vastgezet. De vastlegging van de waarborg moet conform één van de vier procedures omschreven in het artikel 5, par. 3 van het algemeen bestek, gebeuren.

Het bewijs hiervan moet naar de opdrachtgever worden opgestuurd.

Bij verzuim van storting van de waarborg, zal het mogelijk zijn om naar de middelen omschreven in het artikel 6, par 1^{er}, 2 van het algemeen bestek te grijpen (aanwending van een boete van 0,02% per kalenderdag vertraging met een maximum van 2% van de initiele opdracht, afname van ambtswege , maatregelingen van ambtswege).

PRIJSHERZIENING

ARTIKEL 13 - § 2

Het te betalen bedrag wordt bepaald door op het bedrag van de inschrijving de volgende formule toe te passen:

$$p = P \left(\frac{s}{S} - \frac{i}{I} + b - c \right)$$

De opgelegde parameters zijn:

$$a = 0,40 \quad b = 0,40 \quad c = 0,20$$

P is het bedrag van de staat opgesteld op basis van het contract;

p is het door de aannemer aangerekend bedrag;

S is het gemiddelde van de uurlonen van de gekwalificeerde arbeiders, gespecialiseerde arbeiders en handlangers, vastgesteld door het Nationaal Paritair Comité van het Bouwbedrijf, vermeerderd met het globale percentage van de sociale lasten en verzekeringen zoals toegelaten door het Ministerie van Openbare Werken 10 dagen voor de opening van de inschrijvingen;

s is hetzelfde gemiddelde op de aanvangsdatum van de maandelijkse periode die in het voorschot in acht genomen wordt;

I is de maandelijkse index berekend op basis van een jaar liks verbruik van de voornaamste materialen en stoffen door het Bouwbedrijf op de binnenlandse markt. Die index betreft de kalendermaand die voorafgaat aan de openingsdatum van de inschrijvingen ;

I is diezelfde index voor de kalendermaand die voorafgaat aan de aanvangsdatum van de maandelijkse periode die in het voorschot in acht genomen wordt;

c is de niet voor herziening vatbare vaste term.

Wat betreft de produkten van de vermenigvuldiging van elk verkregen quotiënt met de waarde van de overeenkomstige parameters, deze worden afgerekond op de vijfde decimaal, die in het

algemeen vermeerderd wordt met 1 indien de zesde gelijk aan of groter is dan 5.

Opmerking : de kosten voor laboratoriumproeven zijn niet onderworpen aan herziening.

Nota betreffende de bijdrage bestemd voor het opzoekingscentrum van de wegenbouw. We vestigen de aandacht van de inschrijvers op het feit dat er in de opmeting een afzonderlijke post voorzien is voor de bijdrage aan het Opzoekingscentrum van de Wegenbouw.

Aannemers moeten een bijdrage betalen aan het O.C.W. dit in toepassing van de Ministeriële Besluiten van 5 mei 1952, 20 juli 1978 en 5 februari 1981.

De inschrijvers moeten deze bijdrage opnemen in hun inschrijvingsprijzen die in aanmerking komen voor de bijdrage.

Deze bijdrage moet om de 3 maanden door de aannemer, op eigen initiatief betaald worden op basis van de betalingen in mindering die hij van de bouwheer ontvangen heeft, zonder te wachten op het opmaken van de eindfaktuur.

De uiteindelijke bijdrage voor elk kontrakt zal berekend worden op het bedrag van de eindfactuur, dat opgemaakt zal worden op basis van het bedrag van de goedgekeurde aanbesteding en eventueel gewijzigd zal worden door de meer of minder waarde, herzieningen inbegrepen en mits uitsluiting van de B.T.W.

Vooraleer over te gaan tot het vrijmaken van het eerste deel (bij de voorlopige oplevering) van de borgtocht is de aannemer verplicht het bewijs te leveren dat de bijdrage aan het O.C.W. werd gestort.

Scheidingsvergoedingen

De scheidingspremies zijn ten laste van de aanneming en geven in geen geval aanleiding tot verrekening.

Deze beschikking blijft van kracht ongeacht de wijzigingen die aangebracht zouden worden, zelfs gedurende de werken, ofwel aan het bedrag ofwel aan de gunningsvoorwaarden van deze bijdragen, ofwel aan de modaliteiten van terugbetaling door de Staat voor wat zijn eigen opdrachten betreft.

Sociale abonnementen

Hetzelfde geldt voor de tussenkomst van de werkgevers in de kost van de sociale abonnementen. Het Koninklijk Besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990) tot vaststelling van het bedrag van de tussenkomst van de werkgevers in het door de NMBS ondergane verlies door de uitgifte van de abonnementen voor arbeiders en bedienden is van toepassing. Dat besluit is in kracht getreden op 1 januari 1991 (de bij het Koninklijk Besluit van 28 juli 1962 gevoegde tabellen worden vervangen door deze die bij het Koninklijk Besluit van 10 december 1990 gevoegd zijn).

BETALING

ARTIKEL 15 - § 1 - BETALING VAN DE WERKEN

De prijs van deze werken wordt betaald in maandelijkse betalingen en afgelost naarmate het werk vordert en op voor legging door de aannemer van een schuldvordering, vergezeld van een gedetailleerde staat van de werken (in 3 exemplaren) die door de Administratie moet worden goedgekeurd.

De schuldvordering wordt gestuurd naar:

DE DIENST PUBLIEKE RUIMTE
Emile Idiersstraat 12
1160 OUDERGEM

De facturen moeten :

- in tweevoud opgemaakt worden en gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem c/o de dienst Financiën - Boekhouding, Emile Idiersstraat 12, 1160 OUDERGEM, vergezeld van een copie van de bestelbon.

- voor echt en onvergouden verklaard worden voor de som van(voluit geschreven) euro en getekend.

De eerste vorderingsstaat betreft de periode begrepen tussen de begindatum der werken en de laatste dag van de maand inbegrepen. De volgende vorderingsstaten betreffen de periode van de eerste tot de laatste dag van iedere maand.

Voor het opmaken van de vorderingsstaten wordt geen rekening gehouden met de waarde van de aanvoeringen..

Het te betalen bedrag omvat : het bedrag van de betaling in mindering of het saldo, de prijsherziening, om het even welke verhoging of vermindering ingevolge verrekeningen, afhoudingen voor achterstand, straffen van om het even welke aard, enz...

De werken waarop proeven moeten uitgevoerd worden of die de levering van materialen omvatten die aan de hiervoor vermelde proeven moeten worden onderworpen, mogen enkel

aangerekend worden na kennisname van de resultaten van deze proeven en van de beslissingen die door het bestuur worden getroffen ingeval deze proeven onvoldoende resultaten hebben opgeleverd.

Er wordt geen voorschot toegekend aan de aannemer.

WAARBORG VAN DUURZAAMHEID BESCHADIGINGEN EN HERSTELLINGEN

ARTIKEL 19 § 2

De garantieperiode voor de uitgevoerde werken en de toegepaste materialen is vastgesteld op twee (2) jaar.

Deze waarborgtermijn gaat in op de datum van de voorlopige goedkeuring van het geheel van de werken.

ARTIKEL 19 § 3

Tijdens de waarborgperiode dient de aannemer alle eventuele herstellingen op zijn kosten en risico's uit te voeren op eenvoudige vraag van de Bouwheer.

HOOFDSTUK 2 - BIJZONDER BEPALINGEN

AFDELING 1 - OPDRACHTEN VOOR AANNEMING VAN WERKEN

ONDERAFDELING 1 - PRIJSBETALING

ARTIKEL 24

De inschrijvers kunnen alle inlichtingen die nodig of gewoon nuttig zijn voor de inschatting van de werken bij de Bouwheer vragen en verkrijgen, de dienst Publieke Ruimte, Emile Idiersstraat 12, 1160 OUDERGEM (tel: 676.49.93).

Aard van de opdracht

De aandacht van de inschrijvers wordt gevestigd op de moeilijkheden die de uitvoering van de werken zou kunnen bieden wegens de aanwezigheid op de openbare wegen, boven- en ondergronds, van obstakels van alle aard die bewaard of gesloopt moeten worden.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de aannemer zich voor alles wat de werken betreft naar de regels van het vak en de hem door de leidende ambtenaar gegeven bevelen moet richten.

ARTIKEL 25 - § 1 - ANDERE FAKTOREN BETREFFENDE DE AANNEMINGSPRIJZEN

Afgezien van de kosten ten laste van de aannemer voorzien in verschillende artikelen van het algemeen bestek betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, en in dit bijzonder bestek, moeten de eenheidsprijzen of de forfaitaire prijzen vermeld in de inschrijving omvatten:

1. de kost van alle werken, lasten en bijhorigheden voort vloeiend uit de aard van de bestaande gronden;
2. de kost voortvloeiend uit de naleving van de gemeente- en politiereglementen;
3. alle kosten voor studies, plannen...;
4. de kosten voor bevoorrading, opslag, laden, lossen, storten en recycleren;
5. de eventuele douane- en accijnsrechten;
6. onder voorbehoud van de beschikkingen van artikel 30, het plan en de meetstaat van de werken, de kost van de werken en bijhorigheden voortvloeiend uit de maatregelen nodig om:
 - het behoud, ook gedurende de werken, van het voetgangersverkeer en dit in alle veiligheid;
 - de toegang van de voetgangers en voertuigen tot de aanliggende en/of naburige eigendommen;
 - de signalisatie van de bouwplaats en de oppervlakteverlichting nodig gemaakt door de werken;
7. de kosten voortvloeiend uit de naleving van de voor schriften van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming;
8. de kosten voor abonnementen, aansluitingen, verbruik voor water, gas, elektriciteit... nodig en/of opgelegd voor de uitvoering van het werk;
9. de kosten voortvloeiend uit de reiniging en de herstelling tot voldoening van de leidende ambtenaar van de plaatsen van uitvoering van werken na elke prestatie, zelfs gedeeltelijk, van deze aanneming;
10. de kosten voor de inrichting en de signalisatie van de bouwplaats, plaatsbeschrijvingen en vergelijkende plaatsbeschrijvingen, topografische verrichtingen, diverse algemene kosten, terbeschikkingstelling en onderhoud van een werfwagen en het reinigen der toegangswegen tot de werf;
11. een goede werking (te allen tijde) van de installaties van de verschillende privé of openbare maatschappijen (kabels, leidingen, verlichting, diverse installaties...);

- 12.de kost voor de bijdrage aan het OCW;
- 13.onder voorbehoud van de beschikkingen van artikel 38, het bedrag van schade veroorzaakt aan personen, gebouwen, installaties of constructies toebehorende aan de Staat, het Gewest, de Gemeente of aan derden, inbegrepen de schade veroorzaakt aan de beplantingen, m.a.w. : het bedrag van alle schadelijke gevolgen (materiële, burgerlijke) alsook alle boetes welke zouden veroorzaakt worden door de uitvoering der werken welke het voorwerp uitmaken van huidige opdracht;
- 14.de kosten voor levering, plaatsing, onderhoud en verwijdering van informatieborden bij begin en einde van de werf.

FACTOREN DIE IN DE PRIJS VAN ALLE OPDRACHTEN VOOR WERKEN ZIJN BEGREPEN

Deze aanneming vormt een gemengde overeenkomst. De artikels van de samenvattende meetstaat vergezeld van de vermelding V.H. (vermoedelijke hoeveelheid) worden gerekend tegen prijsborderel. De andere artikels zijn tegen globale prijs. (forfait)

ONDERAFDELING 2 - LEIDING EN TOEZICHT OP DE WERKEN.

DELEGATIES EN VERTEGENWOORDIGINGEN

ARTIKEL 26 - § 2

De bevelen van de Administratie of van de leidende ambtenaar kunnen geldig overgemaakt worden aan de aannemer in de vorm van een regelmatige inschrijving in het dagboek van de werken.

ONDERAFDELING 3 – TECHNISCHE KEURING.

ARTIKEL 27 § 1 - AANVOER EN KEURING VAN DE PRODUKTEN

* Produkten die het voorwerp uitmaken van een controle door een onpartijdige officiële instelling (BENOR of gelijkwaardig).

Er wordt afgezien van de proeven van voorafgaande technische oplevering voor de produkten die het keurmerk BENOR dragen of die gedurende hun fabrikatie het voorwerp uitmaken van een controle door een door de Administratie erkende onpartijdige instelling. In geval van twijfel, zal de ondernemer die bepaalde produkten terugnemen.

Wanneer de aannemer gelijkwaardige maar niet-gecontroleerde produkten voorstelt, mogen deze produkten niet verwerkt worden voordat de leidende ambtenaar zich van deze gelijkwaardigheid verzekerd heeft door een volledige keuring per partij.

De resultaten van alle proeven moeten bekend en bevredigend zijn voordat de toelating tot verwerking gegeven kan worden.

* Produkten die niet door een onpartijdige instelling gecontroleerd dienen te worden.

In de mate van het mogelijke organiseert de aannemer zich opdat de proeven en verificaties in de fabrieken van de fabrikant zouden plaatsvinden.

Voor de andere proeven, deze geschieden volgens wens van de Bouwheer in laboratoria die hij moet goedkeuren.

ARTIKEL 27 § 2 – NAZICHT – KOSTEN.

In geval van oplevering per partij van gelijkwaardig genoemde produkten zoals hierboven gedefinieerd, zijn alle kosten voor de bereiding en verzending van de monsters volledig ten laste van de aannemer ongeacht het laboratorium waar de proeven uitgevoerd worden.

Alle kosten voortvloeiend uit proeven in laboratorium van de te verwerken materialen worden rechtstreeks door de aannemer betaald aan het laboratorium, doch worden hem door de Bouwheer terugbetaald (op voorlegging van de fakturen van het laboratorium, te voegen bij de vorderingsstaat der werken), op voorwaarde echter dat de resultaten overeenkomen met de desbetreffende voorschriften en normen. De aannemer mag het bedrag van de fakturen van de proeven niet vermeerderen (algemene onkosten...).

Een vermoedelijk bedrag wordt daartoe voorzien in de meetstaat van de werken.

ONDERAFDELING 4 – VERLOOP VAN DE WERKEN.

UITVOERINGSTERMIJN

ARTIKEL 28 § 1 - BEVEL TOT UITVOERING EN LEIDING VAN DE WERKEN

Voor elk door het Gemeentebestuur besteld werk, zal er aan de aanbesteder een uitvoeringstermijn meegedeeld worden in functie van de moeilijkheidsgraad van de werken.

De datum voor de aanvang van de werken zal vastgelegd worden door het Bestuur en aan de aannemer meegedeeld in de brief van kennisgeving van zijn inschrijving.

De vaststelling dat weersomstandigheden het werk onmogelijk gemaakt hebben moet gedaan worden op initiatief van de aannemer en, om in aanmerking genomen te worden, vermeld worden in het dagboek van de werken, ten laatste de dag na de dag van de vaststelling.

De aannemer moet de Bouwheer te gepasteen tijde verwittigen van elke staking van de werken van de aanneming en alle nodige schikkingen nemen om de werken in goede staat te houden.

Binnen een termijn van maximum 30 kalenderdagen te tellen vanaf de datum van de kennis-geving van de goedkeuring van zijn inschrijving en ten laatste 5 kalenderdagen voor het begin der werken moet de aannemer alle detailplannen, overzichtsplannen, het programma en de monsters aan de Bouwheer leveren.

Zodra zijn inschrijving goedgekeurd is moet de aannemer zich in verbinding stellen met de nutsmaatschappijen (elektriciteit, telefoon, gas, watervoorziening en allerlei) of elke andere bezetter van het openbaar domein binnen de grenzen van zijn aanneming.

De aannemer houdt rekening met het feit dat de werken zo uitgevoerd moeten worden dat het voetgangers- en autoverkeer zo weinig mogelijk verstoord wordt. De toegang voor voetgangers en voertuigen tot de aanpalende gebouwen, garages, enz... moet zonder enige onderbreking en in de beste voorwaarden kunnen gescheiden, en dit tijdens de ganse duur der werken. De aannemer is verplicht de aangelanden ingelicht te houden over de te realiseren werken.

ARTIKEL 28 § 2 - GELIJKTIJDIGE OPDRACHTEN

De aannemer leidt zijn werken zodanig dat de uitvoering van de werken die gelijktijdig op of nabij zijn werken uitgevoerd moeten worden niet gehinderd worden, ongeacht of deze werken door andere aannemers, de Staat, andere openbare administraties of voorzieningsmaatschappijen uitgevoerd worden.

Zodra zijn inschrijving goedgekeurd is, stelt hij zich in verbinding met deze aannemers, administraties of maatschappijen om de uitvoering van de werken te coördineren. Voor de aanvang van deze werken stelt hij de maatregelen die hij met de andere aannemers en met de betrokken administraties of maatschappijen heeft uitgewerkt aan de leidende ambtenaar voor.

In geval van meningsverschil in de toepassing van deze maatregelen zal de Bouwheer in laatste instantie de uitvoeringsmodaliteiten aangeven en de te nemen maatregelen bepalen.

ALGEMENE ORGANISATIE VAN DE BOUWPLAATS

ARTIKEL 30 § 1 - SIGNALISATIE VAN DE BOUWPLAATS

De aannemer moet alle politiereglementen, zowel algemeen als plaatselijk, alsook de bevelen van de Politie naleven.

1. Verkeer

Om de eventuele organisatie van de omleidingen mogelijk te maken zal de aannemer minstens 15 werkdagen voor de uitvoering van de werken contact opnemen met de Politie en de M.I.V.B. De aanbesteder moet rekening houden met het feit dat de werken in meerdere, opeenvolgende fasen uitgevoerd zullen worden, overeenkomstig de voorlopige circulatieplannen.

De aandacht van de aannemer wordt gevestigd op het feit dat de werken in verschillende achtereenvolgende fasen zullen dienen uitgevoerd. Deze fasen zullen door het Bestuur begrensd en opgelegd worden.

Voor iedere fase legt de aannemer vooraf ter goedkeuring aan de leidende ambtenaar en de politie de plannen voor het regelen van het verkeer voor, opgemaakt volgens voorafgaande onderrichtingen.

Deze plannen geven daarenboven de ligging en de aard der verkeerstekens weer rond en in de zone van de bouwplaats en dit voor elke verkeersfase.

Zelfs in een tijdelijk verboden zone dienen echter de omliggende gebouwen, handelszaken, ambachtelijke bedrijven, parkeerplaatsen, enz... ononderbroken toegankelijk te blijven voor utilitaire voertuigen zodat de beroepsbedrijvigheid der bewoners niet wordt belemmerd.

Deze schikkingen kunnen aangepast, gewijzigd of aangevuld worden door de leidende ambtenaar in akkoord met de bevoegde Politiedienst(en).

2. Voorkomen van schade van ondergrondse leidingen

Is van toepassing op onderhavige onderneming, de omzendbrief nr.512-107 van 12.03.1985, met betrekking tot het toepassen van de praktische leidraad ter voorkoming van schade aan ondergrondse installaties tijdens in hun nabijheid uitgevoerde werken en zijn bijlage, zijnde genoemde leidraad, die een integrerend deel uitmaakt van onderhavig bestek.

De aannemer is ertoe gehouden alle nuttige inlichtingen in te winnen bij de verschillende

concessiehoudende maatschappijen en openbare besturen betreffende het bestaan en de ligging van inrichtingen (water-, gas-, electriciteits- en telefoonleidingen en hun toebehoren) alsook van alle andere installaties die niet in deze paragraaf vermeld zijn.

Hij brengt het Bestuur op de hoogte van de ingewonnen inlichtingen.

De aannemer dient o.a. de plaats, de diepte, het aantal en de doorsnede van de buizen en kabels en alle andere inlichtingen die de werken van deze aanneming zouden kunnen beïnvloeden te controleren. Hij mag geen enkele klacht of aanvraag tot prijsvermeerdering indienen door het feit van hun bestaan.

Naast hetgeen in het bijzonder bestek voorzien wordt neemt de aannemer alle maatregelen om beschadigingen en ongevallen aan de gas-, elektriciteits-, waterleidingen of andere, en alle andere installaties binnen en in de nabijheid van de werken, te vermijden.

Elke beschadiging aan de leidingen, kabels en hulstukken die toebehoren aan openbare administraties of voorzieningsmaatschappijen of andere installaties wordt onmiddellijk hersteld op kosten van de aannemer.

Als er schade of ongevallen aan deze installaties veroorzaakt zijn, zal de aannemer onmiddellijk de speciale diensten alsook de leidende ambtenaar van de werken verwittigen.

Desnoods moet hij ook onmiddellijk de Politie- en Brandweer diensten verwittigen.

3. Verplaatsing van ondergrondse kabels en leidingen

De leidende ambtenaar van de werken oordeelt alleen of bepaalde leidingen verplaatst moeten worden.

Deze verplaatsingen worden uitgevoerd door de voorzieningsmaatschappijen. De kosten voortvloeiend uit de door de Bouwheer besloten verplaatsing vallen niet ten laste van de aannemer.

In het geval dat de aannemer voor een vrij gekozen uitvoeringsmethode zelf de verplaatsing van ondergrondse leidingen of kabels voorstelt zijn de daarmee verbonden kosten echter volledig te zitten laste.

4. Bovengrondse installaties

De aannemer neemt alle nodige voorzorgen om beschadiging van de bovengrondse elektriciteits- en telegraafkabels, elektriciteitscabines, openbare verlichtingstoestellen en hun toebehoren te voorkomen.

Hij mag geen klacht of vermeerderingsaanvraag indienen wegens het feit van hun aanwezigheid.

Hij voert te zitten laste de verstevigingen uit die de bevoegde autoriteit nodig acht.

Elke beschadiging aan deze installaties wordt onmiddellijk hersteld op kosten van de aannemer.

5. Signalisatie van bouwplaatsen

De aannemer plaatst voor de werken een voorlopige signalisatie overeenstemmend met de technische voorschriften van het algemeen verkeer betreffende de wegsignalisatie uitgaande van het Algemeen Bestuur der Wegen.

De signalisatie omvat met name: de borden en hun dragers, het lichtbakenmaterieel, de signalisatie op de grond, de signalisatiekegels.

De plannen van de signalisatie die door de aannemer uitgewerkt moeten worden, worden ter goedkeuring voorgelegd aan de leidende ambtenaar en aan de Politie voor het aanvatten van elke fase van de werken.

Een exemplaar van de door de Politie goedgekeurde plannen zal overhandigd worden aan de Politie en een ander exemplaar aan de dienst Openbare Werken - Wegenis - Plantsoenen.

De door de aannemer geplaatste verkeersborden mogen niet in tegenspraak zijn met de bestaande.

De door de aannemer geplaatste borden worden niet noodzakelijk beperkt tot de onmiddellijke ogeving van de bouwplaats. Nog afgezien van de reglementaire verkeersborden moet de signalisatie zich uitstrekken over de hele zone waar voertuigen en voetgangers betrokken zijn door de werken.

De signalisatie wordt dag en nacht verzekerd zo lang de leidende ambtenaar het nuttig acht.

In geval van uitvallen van de verlichting vervangt de aannemer de elektrische verlichting door een noodverlichting volgens de aanwijzingen van de Bouwheer. Daartoe houdt hij in reserve op de bouwplaats zelf tien witte en tien rode gebruiksklare storm lantaarnen.

6. Veiligheidsmaatregelen

De opzichter van de werken of de leidende ambtenaar is bevoegd om opmerkingen te doen inzake arbeidsveiligheid, zowel aan de arbeiders als de bouwplaatsleider en de aannemer,

waarbij deze daarom niet vrijgesteld is van zijn verantwoordelijkheden of een stilzwijgende goedkeuring van de door hem genomen en de veiligheid van zijn personeel beïnvloedende maatregelen in zijn voordeel mag inroepen zowel voor de burgerlijke als voor de strafrechtkbank.

7. Geluidshinder en nachtwerk

In het algemeen zal de aannemer alles doen om op de bouwplaats zo weinig mogelijk geluidshinder te laten veroorzaken ("geluidgedempte" compressoren en luchtdrukhoppers, plaatsing van schermen,...).

Het geluidspeil van de luchtcompressor in werking wordt gemeten met behulp van een geluidsmeter geplaatst op 1,2m boven de grond en op 7m van het hoofdvak van het apparaat in de richting van het effectieve maximale geluidspeil.

De proef geschieft in vrij gebied boven een harde en weerkaatsende grond (beton of asfalt), de gekozen plaats moet het voorafgaandelijk akkoord van de leidende ambtenaar hebben verkregen.

Het geluidsniveau van een compressor die belast is mag de 75 dBA niet overschrijden.

Het geluidsniveau van een luchtdrukhamer in werking mag de 90dBA niet overschrijden.

Lawaaiige werken zijn verboden tussen 21 en 7 uur.

Opmerking

Het is de aannemer streng verboden, op straffe van een afhouding van 250 € per overtreding, materialen die aan de Gemeente toebehoren in opslag te bewaren, zelfs tijdelijk, bij hem of op een andere plaats.

ARTIKEL 30 § 3 - LOKALEN TER BESCHIKKING GESTEED VAN HET BESTUUR INFORMATIEBORDEN

Drie borden met een oppervlakte van elk 4m² waarop de vermelding voorkomt van opdrachtgever en aannemer (naam, adres, telefoon), overeenkomstig de algemene omzendbrief nopens de wegsignalisatie, worden tijdens de duur der werken op elk kruispunt aangebracht aan het begin en aan het einde der werf.

Andere te geven informatie op deze panelen is te verstrekken door het Bestuur, aan wie het ontwerp ter goedkeuring moet voorgelegd worden. Deze panelen worden geplaatst van zodra de toelating door de politie verstrekt is, en dat minstens één week vóór de uitvoering der werken. De panelen zijn tweetalig (N-F).

Het leveren, het plaatsen, het onderhoud, het afbreken en wegvoeren van de borden is ten laste van de onderneming.

ARTIKEL 31 - TRACE VAN DE WERKEN

De aannemer stelt op zijn kosten een deskundige-landmeter ter beschikking van de Bouwheer voor de uitvoering van de nodige topografische werken, evenals een ploeg tekenaars om het plan van de bestaande situatie van de plaats waar gewerkt wordt en deze van de te realiseren werken en elk detailplan gevraagd door de leidende ambtenaar op te maken

Het uitzetten van de gegevens op terrein is een last van de aanneming.

De Administratie zal deze inplanting van de aannemer controleren zonder dat deze laatste hierbij ontlast wordt van zijn verantwoordelijkheid en de juistheid ervan.

De aannemer dient uitsluitend op zijn eigen kosten de basis van de inplanting der werken uit te voeren overeenkomstig de uitvoeringsplannen en hij legt de merktekens van de niveaus vast. Hij is verantwoordelijk voor het behoud van de basisinplanting en merktekens en dient er over te waken dat deze tot het einde van de werf behouden worden. Alle bijkomende topografische verrichtingen worden door de aannemer op zijn kosten uitgevoerd, onder toezicht van de leidende ambtenaar. Deze laatste kan alle topografische verrichtingen i.v.m. hoogteverschillen eisen welke hij nodig acht met het oog op de volledige geometrie der werken.

ARTIKEL 32 - §1 HANDELPUBLICITEIT

De aannemer die handelpubliciteit wil uitbaten op of rond de werf moet zich wenden tot de Gemeente teneinde de uitbatingsmodaliteiten contractueel vast te leggen. Dit contract kan door de gemeente aangegaan worden rechtstreeks met de aannemer of met een publiciteitsfirma hiertoe door hem gemachtigd.

ARTIKEL 33 - AFBRAAKMATERIALEN

De aannemer dient rekening te houden met het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 1995 betreffende de verplichte recyclage van bepaald bouw- of sloopafval dat bepaalt :

Art.1 :

1. bouw- of sloopafval : afvalstoffen afkomstig van de bouw, de renovatie of het slopen van gebouwen, kunstwerken, wegen of van andere voorzieningen;
2. puin : de steenachtige en zavelachtige fractie van bouw- of sloopafval;
3. recyclage : het verwerken van puin met het oog op het gebruik ervan als secundaire grondstof.

Art.2 :

"Elke aannemer die door de bouwheer belast wordt met het verrichten van werkzaamheden waardoor puin ontstaat, moet ervoor zorgen dat dit wordt gerecycleerd.

Hij wordt van die verplichting ontslagen als hij bewijst dat er binnen een straal van zestig kilometer rond de plaats waar de werkzaamheden worden verricht geen installatie voor recyclage vorhanden is die het puin kan verwerken".

Alle niet meer gebruikte en in de grond achtergelaten rioolaansluitingen welke door de uitvoering der werken blootgelegd worden, dienen gedempt of dichtgemaakt met metselwerk of beton, volgens de door de leidende ambtenaar verstrekte aanwijzingen; deze werken maken een aannemingslast uit behoudens afwijking elders.

De binnen de huidige werf niet herbruikte en door de leidende ambtenaar, die er alleen over oordeelt, voor herbruik geschikt geachte boordstenen en andere weguitrustingen blijven eigendom van het Bestuur.

De aannemer is ertoe gehouden ze te verwijderen van de bouwplaats, te vervoeren en zorgvuldig te lossen op de opslagplaatsen van het Bestuur, aangewezen door de leidende ambtenaar.

Alle natuursteenkasseien afkomstig van het opbreken van rijweg en trottoirs die niet binnen de huidige werf herbruikt worden (kasseien, trottoirkasseien, mozaïeken,...) worden afgevoerd naar de hierbovenvermelde opslagplaatsen van de Gemeente.

**ONDERFADELING 6 - DAGBOEK VAN DE WERKEN EN BESCHEIDEN VOOR
HET BIJHOUDEN DER KOSTENREKENINGEN**

ARTIKEL 37 - DAGBOEK VAN DE WERKEN

Vanaf de ontvangst van de kennisgeving van goedkeuring der inschrijving levert de aannemer de nodige dagboeken aan het Bestuur.

De aannemer moet dagelijks, in twee exemplaren, alle inlichtingen betreffende de kwalificatie van de op de bouwplaats tewerkgestelde arbeiders, de binnengekomen materialen (leveringsbonnen), de uitgevoerde werken... aan de leidende ambtenaar en/of de opzichter leveren.

Elke week dient er minstens 1 werfvergadering plaats te hebben. Deze zal geschieden in aanwezigheid van alle betrokken partijen.

ONDERAFDELING 7 – AANSPRAKELIJKHED VAN DE AANNEMER.

ARTIKEL 38 - VERZEKERINGEN

De aannemer zal een verzekering nemen die het volgende dekt:

1. zijn aansprakelijkheid inzake arbeidsongevallen;
2. zijn burgerlijke aansprakelijkheid ingeval van ongevallen aan derden door het feit van de werken;
3. zijn aansprakelijkheid in geval van beschadigingen van de ondergrondse installaties.

Binnen de vijftien kalenderdagen na de dag waarop hem kennis is gegeven van de goedkeuring van zijn inschrijving, legt de aannemer aan het Bestuur de bescheiden voor waaruit blijkt dat aan bovenvermelde verplichting is voldaan.

**ARTIKEL 39 - VERPLICHTING VAN DE AANNEMER TOT AAN DE DEFINITIEVE
GOEDKEURING**

De aannemer zal de aanbestedende overheid vrijwaren tegen elke eis tot schadevergoeding ten gevolge van een ongeval voortvloeiend uit gebrekkige uitvoering of constructiefouten.

De binnen de gestelde termijn gedane inspecties ontheffen hem niet van deze waarborgverplichting in geval van ongeval.

De garantietermijn gaat in op de datum van de voorlopige oplevering; vanaf het ogenblik van ingang van deze termijn zal de aannemer gedurende de voorgeschreven termijn alle uitgevoerde werken op zijn kosten in goede staat houden.

Aan de in gebreke gebleven aannemer zal de inhouding toegepast worden onverminderd de maatregelen die de Administratie ambtshalve zou kunnen nemen om ongevallen te voorkomen. Alle kosten voortvloeiend uit deze maatregelen en alle gevolgen die eruit zouden kunnen

voortvloeien zullen volledig te zijnen laste vallen.

ARTIKEL 41 - AANSPRAKELIJKHEID VAN DE AANNEMER

Daar de inschrijver door het feit van de indiening van zijn inschrijving erkent zich rekenschap te hebben gegeven van alle bijzonderheden van de uitvoering, neemt hij de algehele verantwoordelijkheid, zonder beperkingen, op zich voor de produkten die hij denkt te zullen verwerken en van zijn uitvoeringsprocédés.

Hij moet volledige en gedetailleerde plannen van alle te realiseren werken indienen in functie van de prioriteiten gesteld door de gemeente.

De inschrijvers mogen vooraleer hun inschrijvingen in te dienen alle proeven of sonderingen die ze nuttig achten laten uitvoeren mits voorafgaande toestemming van de Bouwheer.

ONDERAFDELING 9 - EINDE VAN DE OPDRACHT.

ARTIKEL 44 - VERREKENINGEN

Na volledige uitvoering van de werken moet de aannemer onverwijld leveren:

- * 3 exemplaren van de meetstaten die gediend hebben om de eindafrekening op te maken
- * 3 exemplaren van de eindafrekening
- * 1 CD ROM met de uitvoeringsplannen, doorsneden, details, ...

ARTIKEL 45VEILIGHEIDSPLAN

Zie bijlage

DEEL III - TECHNISCHE BEPALINGEN EN BESCHRIJVENDE MEETSTAAT

Hoofdstuk 1. VOORBEREIDENDE WERKEN

1.1. Bouwplaatsinstallatie, signalisatie, verlichting, reiniging gedurende en na het einde van de werken

Deze werkzaamheden zijn een last van de aanneming.

Voor wat betreft de bouwplaatsinstallatie, de signalisatie, de omheiningen, de verlichting, wordt de aannemer verwezen naar de betreffende hoofdstukken van de administratieve bepalingen van dit bestek.

De reiniging van de bouwplaats zal minstens 2 keer per week, gedurende de ganse uitvoeringstermijn en ook bij het einde van de werken plaats hebben. Ze zal uitgevoerd worden met alle geschikte middelen, zowel mechanisch als handmatig, alsook, indien nodig, met water om een perfect opleveringsklaar werk te verkrijgen. De aannemer zal de door de leidende ambtenaar in het dagboek van de werken geschreven instructies naleven.

1.2. Plaatsbeschrijving

Deze werkzaamheden zijn een last van de aanneming.

Vóór de aanvang van de werken

Alvorens de werken aan te vangen doet de aannemer op zijn kosten door één of meerdere beëdigde meetkundige schatters van onroerende goederen de tegensprekelijke plaatsbeschrijvingen opmaken van de aangpalende eigendommen, onroerende goederen, wegeninstallaties en kunstwerken die door het uitvoeren der werken zouden kunnen beïnvloed worden. (Gemeentewegen, riolen, bushokjes, voetpaden, enz...)

De bouwheer eigent zich het recht toe de lijst der op te meten goederen uit te breiden.

Drie partijen dienen vertegenwoordigd te zijn bij de plaatsbeschrijving, te weten: de aannemer enerzijds, de eigenaar anderzijds alsook een afgevaardigde van het Bestuur.

Afschriften van de plaatsbeschrijving worden, door en op kosten van de aannemer, overgemaakt aan de betrokkenen.

De plaatsbeschrijvingen moeten een nauwkeurige opgave omvatten van de toestand vóór de werken van de dorpels, de keldergaten, onderbouw, gevels en andere belendende onderdelen van de gebouwen gelegen in de zone die de werken begrenst en ze moeten telkens vergezeld gaan van een opgave van vaste punten die eigen zijn aan elk beschouwd gebouw (cfr. leidende ambtenaar) en die later kunnen gecontroleerd worden, evenals de opgave der mertekenniveaus.

Deze plaatsbeschrijvingen hebben eveneens betrekking op de rijwegen, de voetpaden en op het rioolstelsel.

Ten laatste binnen de 20 werkdagen na het verstrijken van bovengenoemde plaatsbeschrijvingstermijn moet de aannemer de leidende ambtenaar in het bezit stellen van drie behoorlijk ondertekende en aanvaarde exemplaren van elk der plaatsbeschrijvingen.

Tijdens de werken

De bouwheer behoudt zich bovendien het recht om de verplichtingen onder vorig punt vermeld uit te breiden binnen om het even welke perken, op gelijk welk ogenblik en op gelijk welke plaats.

Ingeval melding wordt gemaakt door een derde, hetzij door het Bestuur, van schade die wordt vastgesteld en mogelijk te wijten is aan de uitvoering de werken, gaat de aannemer over tot een tegensprekelijke opmeting. Deze gebeurt binnen de 8 kalenderdagen gerekend vanaf de dag dat de aannemer hiervan in kennis werd gesteld door inschrijving in het dagboek der werken of per aangetekend schrijven. In dringende gevallen, waarover het Bestuur oordeelt, wordt de termijn van 8 kalenderdagen verminderd tot 24 uren.

De vertegenwoordiging van de bouwheer bij vaststellingsoperaties brengt voor hem op generlei wijze enige verantwoordelijkheid mede, van welke aard ook, noch ten opzicht van derde, noch ten opzichte van de aannemer. Deze vaststellingoperaties en beschrijvingen zijn eveneens een aannemingslast.

Na de beëindiging der werken

Na de beëindiging der werken wordt een nieuwe plaatsbeschrijving gelijkaardig met deze vóór de aanvang der werken opgemaakt op kosten van de aannemer.

De aannemer gaat over tot de herstelling (of vergoeding) van alle vastgestelde beschadigingen waarvoor hij de verantwoordelijkheid draagt.

Deze herstellingen (of vergoedingen) zijn een aannemingslast.

Ten laatste 60 werkdagen na de datum van de voorlopige oplevering van onderhavige aanneming stelt de aannemer de leidende ambtenaar in het bezit van drie exemplaren der vergelijkingsstaten die hij ambtshalve na de werken moet laten opmaken.

1.3. Plannen - Topografische opmetingen

Deze werkzaamheden zijn een last van de aanneming.

Detail- en uitvoeringsplannen

De aannemer maakt op eigen kosten, alle plannen op van de bestaande situatie, het project, de detail- en werktekeningen evenals berekeningsnota's en andere bescheiden op, die hij nodig heeft om de uitvoering van de opdracht tot een goed einde te brengen en tot voldoening van het Bestuur.

De plannen van de bestaande situatie, het project en de uitvoering worden gerealiseerd op de schaal 1/200. Ze omvatten het plan van de betrokken plaats en doorsedes die de bouwheer toelaten het profiel van de weg en de voetpaden te zien.

Detailplannen worden uitgevoerd op schaal 1/20.

De plannen betreffende de organisatie van het verkeer tijdens de uitvoering van de werken, opgemaakt overeenkomstig de beschikkingen van Art.30 van de algemene aannemingsvoorwaarden dienen voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd te worden aan de Politie

De aannemer zal een GANT planning leveren in plaats van de PERT planning voorzien in het typebestek 150. De verplichtingen betreffende het bijhouden van de planning blijven van toepassing.

Tracé van de werken

De aannemer stelt voor de noodzakelijke topografische opmetingen, op zijn kosten, een landmeterdeskundige ter beschikking van de Bouwheer telkens deze laatste er om verzoekt en dit volgens de aanwijzingen van de leidende ambtenaar.

1.4. Op- en afbraakwerken

1.4.1. Verticaal en rechtlijnig zagen in KWS-verharding

Omvat het verticaal en rechtlijnig zagen in de KWS- verharding.

1.4.2. Op/afbraak verharding rijweg + fundering

Deze werken omvatten het uitbreken van de koolwaterstofverharding al of niet verwerkt op kasseibestrating en het uitbreken van betonverharding alsook van alle toebehoren van de rijweg (kolken, riooldeksels of andere wegenstoestellen).

De kasseien worden ontdaan van alle aarde, modder, slijk en asfalt en worden INTEGRAAL vervoerd naar de stapelplaats van de gemeente.

Alle andere op- en afbraakmaterialen dien op kosten van de aannemer gerecycleerd te worden.

1.4.3. Op/afbraak bordstenen van alle aard en hun funderingen

Omvat het uitbreken van bordstenen van alle aard met inbegrip van hun funderingen en het verwijderen van de afbraakmaterialen en puin naar het recyclagecentrum en alle bijkomende werkzaamheden.

Op aanwijzen van de leidende ambtenaar zullen de binnen de huidige werf herbruikbare

elementen ter plaatse gereinigd en gestapeld worden.

1.4.4. Op/afbraak van voetpaden

Omvat het opbreken van bestaande voetpaden, hun fundering van alle aard en al hun toebehoren zoals waterafvoerkokers, putdeksels, borstweringen en het wegvoeren van alle afbraakmaterialen naar het recyclagecentrum of het voorlopig stapelen van de te herbruiken materialen of vervoer naar de stapelplaats van het Bestuur volgens de aanduidingen van de leidende ambtenaar.

Hoofdstuk 2. GRONDWERK

2.1/2.2 Uitgraven van gronden van alle aard/Vervangen van onvoldoende draagkrachtige grond. Hoofdstuk D.4. "Algemene uitgraving" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor veranderingen of toevoegingen opgenomen in de volgende paragrafen.

D.4.1. Beschrijving

Is gewijzigd door :

Alle materialen afkomstig van de uitgravingen nodig voor het verwezenlijken van de wegkoffer en die niet binnen de huidige werf herbruikt zullen worden, worden op kosten van de aannemer opgeladen en vervoerd naar een recyclagecentrum.

D.4.2.1.1. Uitvoeringsmogelijkheden

Wordt aangevuld met :

De aannemer zal alle nodige middelen aanwenden voor het profileren van de wegkoffer en zal na verdichting van deze laatste het nieuw profiel laten nazien door de leidende ambtenaar, vergezeld van de landmeter van de aannemer. De samendrukbaarheidsmodulus M1 van de wegkoffer moet $> 17 \text{ MN/m}^2$.

De samendrukbaarheidsmodulus zal nagegaan worden door middel van een plaatproef op aanwijzing van de leidende ambtenaar.

D.4.4. Betaling

D.4.4.1. Inbegrepen prestaties

De eenheidsprijs van de posten 2.1. en 2.2. van de meetstaat omvat het uitgraven en wegvoeren van gronden van om het even welke aard met inbegrip van eventueel puin, ten einde het profiel van de wegkoffer te kunnen verwezenlijken alsook de uitgravingen op de plaatsen aan te duiden door de leidende ambtenaar, en dit ter vervanging van de slechte grond na verwezenlijking van de wegkoffer. De eenheidsprijs van post 2.2 "Vervangen van onvoldoende draagkrachtige grond volgens op te geven dikte" bevat ook de levering van zand voor wegfunderingen conform aan de bepalingen van hoofdstuk C.2.3.2. van het Type-bestek 150, met inbegrip van het walsen om samendrukbaarheidsmodulus van de wegkoffer te bekomen M1 groter dan 17 MN/m^2 .

D.4.4.2. Opmeting

Gewijzigd door:

De volumes van de uitgegraven materialen worden gemeten door middel van topografische operaties (opmetingsplan op te stellen door de aanbesteder):

- voor het begin van de algemene uitgravingen (na uitbraak van het bestaande wegdek);
- na voltooiing van het geheel der uitgravingen;
- bij elke vorderingsstaat.

De hoeveelheden worden berekend tot op de dm³ na.

2.3. Nivelleren + verdichten

Omvat het nivelleren en het verdichten van het baanbed bij middel van een statische wals die een lineaire druk uitoefent van 40kN per m achtervelgbreedte en alle onderwerpingen.

2.4. Grondwerken voor het aanmaken van sleuven voor aansluitingen van straatkolken

Uitgraven van de sleuven

De sleuven voor de aansluitingen van de straatkolken worden gegraven met wanden met een helling van max 5% op de vertikale.

De wanden worden beschoeid volgens een systeem en op een wijze door de aannemer te kiezen, rekening houdend met de eventuele aanwezigheid van water.

De beschouwingen moeten de stabiliteit van de sleufwanden en -boorden verzekeren, en de uitvoering der werken toelaten in de omstandigheden van ruimte en veiligheid door het A.R.A.B. voorzien.

De produkten van de uitgravingen voor de rioolaansluitingen mogen ter plaatse worden opgeslagen tot herbruik van het beste ervan, terwijl daarna het puin en de overtollige aarde worden weggevoerd.

Opvullen van de sleuven

Het opvullen van de sleuven gebeurt in drie fasen :

- a) vanaf de sleufbodem tot de halve hoogte van de buis gebeurt het aanvullen met gestabiliseerd zand dat voldoet aan §C.2.3.5.c;
- b) vanaf niveau a) tot op hoogte van 30cm boven het gewelf van de buizen (zone A) gebeurt het aanvullen met gestabiliseerd zand dat voldoet aan §C.2.3.5.c;
- c) tussen de zone A en het onderste peil van de steenslagfundering van de weg (zone B) wordt de sleuf aangevuld met grove zandachtige grond die voldoet aan §C.1.3.2.1.;

Verdichtingscriteria van de aanvullingen :

De samendrukkingcoëfficiënt moet aan elk punt van de aanvullingen 11MN/m² bereiken. Aan het onderste peil van de steenslagfundering moet 17MN/m² worden bekomen.

Hoofdstuk 3. ONDERFUNDERINGEN EN FUNDERINGEN

3.1. Onderfundering - grofkorrelige fundering type II

Hoofdstuk E.1.2."Onderfunderingen" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor de wijzigingen en bijvoegingen aangegeven in de volgende paragrafen ;

E.1.2.1. Beschrijving

De bepalingen van E.1.2.1.2. zijn van toepassing.

Grofkorrelige onderfundering van het type II. Dikte : 25cm

E.1.2.3. Controle

Zijn voorzien :

- Controle van de dikte : minimum 25cm
- Controle van de draagkracht : Samendrukbaarheidsmodulus M1 35 MN/m² op de plaatsen aangegeven door de leidende ambtenaar
- Controle van de vlakheid van het oppervlak

E.1.2.4. Betaling

De betaling gebeurt steunend op de oppervlakte van de lagen van de onderfundering met een constante dikte van 25cm.

3.2. Fundering - niet-continue steenslag

Hoofdstuk E.2.2. "Steenstagfundering met niet-continue korrelverdeling" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor de wijzigingen of bijvoegingen aangegeven in de volgende paragrafen;

E.2.2.1. Beschrijving

De fundering is samengesteld uit 1 onderlaag (dikte : 12cm) en 1 afwerklaag (dikte : 8cm).

De totale dikte van de fundering is 20cm.

E.2.2.1.2. Controle gedurende de uitvoering

Zijn voorzien :

- Controle van de dikte : 20cm
- Controle van de vlakheid van het oppervlak : rij van 3m
- Controle van het draagvermogen :

Samendrukbaarheidsmodulus M1 35 MN/m² op de plaatsen aangegeven door de leidende ambtenaar

E.2.2.5. Afwijkingen

Niet van toepassing.

3.3. Fundering - zandcement voor de voetpaden

Omvat het leveren, verwerken, verzorgde mechanische verdichting, profilering met inbegrip van alle bijkomende werkzaamheden. De voltooide fundering moet het voorziene definitieve profiel vertonen.

De toegestane afwijking bedraagt minder dan 20% op de individuele dikten en 0% op de gemiddelde dikte. De drukweerstand wordt gemeten tijdens de uitvoering op basis van proctormonsters of à posteriori door het boren van kernen. Een gemiddelde weerstand van 2.0Mpa na 7 dagen wordt vereist. Na 28 dagen moet de gemiddelde weerstand groter zijn dan 3.0Mpa.

Alle werken voor het verwezenlijken van de koffer zijn niet in deze post begrepen.

3.3.1 Fundering - zandcement voor de voetpaden

Dikte : 15 cm na verdichting

3.3.2 Fundering - zandcement voor de voetpaden ter hoogte van opritten en garageinritten

Dikte : 20 cm na verdichting.

Hoofdstuk 4. VERHARDINGEN

4.1. Bestratingen

4.1.1.Betonstraatstenen

Hoofdstuk F.4. "Keibestrating" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor de wijzigingen

of toevoegingen in de volgende paragrafen;

F.4.1. Beschrijving

4.1.1.1.Betonstraatstenen voor verkeerplateaus

Omvat het leveren en plaatsen in keperverband van betonstraatstenen type A1 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3de uitgave-oktober 1992) voor de plateaus, met inbegrip van de straatlaag, het bezanden met wit zand, het trillen, het mechanisch zagen en alle andere werkzaamheden.

De betonstraatstenen zijn voorzien van het BENOR- label.

Afmetingen : 220x110x100mm

4.1.1.2.Betonstraatstenen voor voetgangersoversteken

Omvat het leveren en plaatsen in blokverband van witte betonstraatstenen type A1 voor de uitvoering van de voetgangersoversteken, met inbegrip van de straatlaag, het trillen, bezanden met wit fijn zand, voegvulling en alle bijhorende werkzaamheden.

De betonstraatstenen zijn voorzien van het BENOR- label.

Afmetingen : 220x110x100mm

4.1.1.3.Betonstraatstenen voor voetpaden

Omvat het leveren en plaatsen in halfsteensverband van betonstraatstenen type A1 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3de uitgave-oktober 1992) voor de opritten en garageinritten, met inbegrip van de straatlaag, het bezanden met wit fijn zand, het trillen, het mechanisch zagen en alle andere werkzaamheden.

De betonstraatstenen zijn voorzien van het BENOR- label.

Afmetingen : 220x110x80mm

F.4.3. Kenmerken van de betonstraatstenen

De te verwerken betonstraatstenen zijn van het type A1 met vellingkant en voldoen aan NBN - B 21-311 (cfr. NBN - B21 - 311 - 3de uitgave-oktober 1992).

De kleurstoffen zijn toegevoegd in de massa.

De betonstraatstenen zijn voorzien van het BENOR-label.

De betonstraatstenen zijn voorzien van een speciale bovenlaag, van minimum 1cm dikte, waarvan de kleur tot stand dient te komen door het gebruik van uitsluitend minerale materialen, zodat verkleuring uitgesloten is.

F.4.4. Voorbereidende werken

Om vervormingen van het wegdek te vermijden dient de dikte van de straatlaag beperkt te blijven tot 4cm na verdichting. Deze laag is samengesteld uit een continu steenslagmengsel 0/7 waarvan de fractie 0/2 minstens 40% bedraagt gestabiliseerd met 100kg cement/m³ CEM I 42,5. Het gehalte aan fijne elementen (<80) van het mengsel is <5%. Het aangewende brekerzand voldoet aan de bepalingen van N.B.N. B 11-011.

De straatlaag moet in een gelijkmatige dikte aangebracht worden, behoorlijk verdicht, geëffend en volgens het wegprofiel genivelleerd worden.

In hoogte moet de maatvoering van fundering en straatlaag zodanig zijn dat na het trillen of walsen van de geplaatste straatstenen deze laatste 10mm boven de straatgreppels uitsteken.

Het is aangewezen alvorens de straatlaag aan te brengen eerst de kantopsluitingen uit te voeren.

De breedte tussen de kantopsluitingen wordt bepaald door de afmetingen der betonstraatstenen welke er dienen tussengeplaatst (veelvouden van een halve steen) maar benadert zo dicht mogelijk de opgegeven breedte. De betonstraatstenen worden daarom eerst uitgelegd in enkele rijen, ten titel van proef.

F.4.5. Uitvoering van de bestrating

De betonstraatstenen worden goed aangesloten "gevlijd" gelegd op een geëffende en onder het juiste profiel aangebrachte straatlaag, die eenmaal afgewerkt niet meer mag begaan worden.

Het leggen van de stenen bestaat uit 3 hoofdwerkzaamheden

- plaatsen van de stenen;
- op maat zagen van stenen op plaatsen waar onmogelijk met volle, halve of speciale stenen kan gewerkt worden;
- trillend verdichten.

Het zagen van de stenen gebeurt derwijze dat enkel rechte randen ontstaan. Stenen met gebroken randen worden onmiddellijk vervangen.

Het plaatsen van de stenen gebeurt steeds in voorwaartse richting, zodanig dat de plaatser steeds op de gelegde stenen staat en de onderlaag onaangeroerd kan laten.

Ook de aanvoer van de stenen gebeurt nooit over de straatlaag, maar wel over reeds geplaatste stenen.

De hoogtematen worden het eenvoudigst gecontroleerd met behulp van een strakgespannen draad die over de hoogste naar de laagste punten loopt.

Bij de aanvang van het plaatsen wordt er vooral op gelet dat de eerste rijen stenen op de juiste hoogte worden gezet en dat ze tevens een goede schikking hebben, zodat de uitvoering verder vlot kan verlopen. Het gebruik van een rubberen hamer is soms nuttig om de stenen dicht tegen elkaar te kloppen.

Eventuele openingen zoals aan toezichtputten of bij de kantopsluitingen worden met speciale hulpstukken of desnoods met op maat gezaagde stenen bijgewerkt. Het zagen gebeurt derwijze dat mooie gelijke voegen ontstaan rond de hindernis.

Zodra het afwerken van de randen en hoeken beëindigd is mogen de stenen na het uitspreiden en invegen met een laagje fijn wit droog zand (0/1) met 5 tot 20% deeltjes kleiner dan 80 microns, een eerste maal met een trilplaat verdicht worden. Voor dit trillen dient al het overtollige grof zand van het oppervlak verwijderd te worden door manueel of mechanisch te borstelen.

Men blijft met de triltoestellen minstens 1m verwijderd van de plaatsen waar het leggen nog voortgezet dient te worden.

Vervolgens worden de geplaatste stenen andermaal bedekt met een laag fijn wit zand dat droog in de voegen wordt geborsteld.

F.4.7. Controle

De vlakheid van de bestrating wordt gemeten met de lat van 3 m. Oneffenheden meer dan 5mm worden niet aanvaard.

Tussen twee naast elkaar liggende stenen zullen geen hoogteverschillen van meer dan 2 mm voorkomen en ook mogen nergens waterplassen ontstaan.

Verzakkingen en oneffenheden van meer dan 5mm moeten worden weggewerkt door de stenen op te nemen en ze na het bijwerken van de straatlaag op het juiste niveau te herleggen.

Bijzondere aandacht zal besteed worden aan de oppervlakken die ongeveer horizontaal zijn gelegen en waar geen enkele waterstagnatie toegelaten wordt. Ingeval van gebreken, zullen deze zones afgebroken worden en herprofileerd met een zeer lichte helling die de waterafvoer ten goede komt. In deze zones zijn de toegelaten niveautoleranties de helft van deze hierboven gedefinieerd.

F.4.8. Betaling

Zones waar met de lat van 3 m oneffenheden worden gemeten die groter zijn dan 5 mm worden op geen enkel ogenblik in aanmerking genomen voor betaling. Per oneffenheid waarvoor het Bestuur geen herstelling eist wordt 3 m x 3 m afgetrokken.

Per oneffenheid van 2 mm van twee naast elkaar liggende stenen wordt een zone van één m² niet in aanmerking genomen voor betaling.

De eenvoudige vermelding van de oneffenheden in het Dagboek der Werken volstaat voor het toepassen van hogervermelde sancties.

In de posten van de betonstraatstenen zijn begrepen alle leveringen, de straatlaag, het plaatsen, alle aansluitingen, het afwalsen of trillen en voegwerk met fijn wit droog zand.

Het verplicht leveren en plaatsen van halve stenen en bisschopsmutsstenen voor het aanzetten van de verbanden vormen een aannemingslast.

Opmerking voor alle soorten betonstraatstenen.

De straatstenen zijn bestand tegen vorst en dooizouten en voldoen aan de kwaliteitseisen gesteld in de Norm NBN - B21 - 311 - 3de uitgave-oktober 1992.

Vóór de bestelling door de aannemer dienen de monsters van de te gebruiken straatstenen ter goedkeuring voorgelegd aan het Bestuur en dient een proefoppervlak terplaatse uitgelegd te worden.

Pas na aanvaarding van de monsters mag tot de definitieve levering overgegaan worden.

4.1.2. Betontegels

De betontegels beantwoorden aan de norm NBN - B 21-211 (4de editie - december 1991). zij hebben volgende afmetingen : 200x200x80mm, ze hebben een grijze kleur en geen afgeschuinde kanten.

De betontegels zijn voorzien van het BENOR-label.

De tegels worden op een zandcementlaag van 15cm dikte na verdichting geplaatst.

De post omvat het leveren en plaatsen van betontegels hierbij is het opvullen van de voegen (breedte 2mm) met een vloeibare cementmortel inbegrepen. De kosten voor het aanbrengen, het uitspreiden en het verdichten van de zandcement zijn niet in deze post begrepen (zie post 3.3.1.)

Uitvoering van de betegeling

Bij het leggen van de betontegels wordt er in het voetpad om de 20m en voor en na de garage-inritten een uitzettingsvoeg van 10 tot 15mm breedte aangebracht. Deze voeg wordt volledig opgevuld met voegvullingsmassa tot 1cm onder het oppervlak. Het leveren en aanbrengen van

de materialen voor deze voegen dienen begrepen te zijn in de eenheidsprijs voor het leveren en plaatsen van de betontegels.

Controle

Het oppervlak dient volledig vlak te zijn. Tegels dewelke meer dan 2mm boven of onder het vlak gelegen zijn worden herlegd.

De metingen gebeuren met de lat van 3 meter.

Ter hoogte van de voetgangersoversteken is het hoogteverschil van de kantstenen met de watergreppel 2cm.

Betaling

Het aanpassen van de deksels van brandkranen, sleutelmonden van water-en gasleidingen zijn in de prijs begrepen.

De ondergrondse hoogspanningscabines van SIBELGA daarentegen zullen door deze maatschappij zelf aangepast worden.

De leveringen en werken nodig voor het plaatsen van een buis in PVC onder de sleutelmonden tot op de hoofdleiding zijn eveneens begrepen in de eenheidsprijs van deze post.

Tenslotte zijn in deze prijs ook de leveringen en werken nodig voor de aanpassing rond de deksels, kelderopeningen, allerlei palen enz...inbegrepen. Oppervlakten, kleiner of gelijk aan 0.5 m² worden niet afgetrokken van de opgemeten oppervlakte.

4.1.3. Supplement voor het verwezenlijken van het profiel van de watergoten.

Supplement op post 4.1.1.1. voor het verwezenlijken van het profiel van de watergoten m.i.v. het plaatsingsbed van mortel, het voegen met mortel en alle andere werkzaamheden.

Hoofdstuk 5. WATERAFVOER

5.1. Levering en plaatsing van verglaasde grèsbuizen voor de aansluiting van de kolken.

Hoofdstuk G.7. "Verglaasde grèsbuizen" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor de wijzigingen of bijvoegingen aangegeven in de volgende paragrafen;

G.7.1. Beschrijving

Omvat het leveren en plaatsen van verglaasde grèsbuizen met vooringelijmde voeg en hun hulpstukken, binnendiameter 15cm, voor de afvoer van het regenwater tussen de straatkolken of de regenwaterafvoerpipen en de riolering of de inspektieputten.

G.7.2.2. Uitvoering

De rationele methode bestaat erin stroomafwaarts met het plaatsen aan te vangen, d.w.z. te beginnen aan de verbinding met de openbare riool, het kraageind stroomopwaarts gericht.

De aansluiting met de openbare riool moet de juiste afmetingen hebben om de buis door te laten en een behoorlijke opvulling met cementmortel toe te laten.

De buizen moeten gelegd worden volgens de door de bodem van de sleuf aangegeven gelijkmatische helling, die nog eens aangeduid wordt door een richtsnoer die gelijktijdig de rechtlijnigheid van de buizenrij verzekerd.

Wanneer de plaatselijke omstandigheden of hindernissen de aanleg van een gelijkmatische helling belemmeren, zal de aannemer zich houden aan de onderrichtingen die hem, voor elk afzonderlijk geval, zullen gegeven worden door de leidende ambtenaar.

In geen geval mag hij om het even welke moeilijkheid inroepen om, zonder toelating of buiten weten van de leidende ambtenaar de helling die hem opgelegd is, te wijzigen. De opmeting zal rekening houden met de verschillende diepten voor het vaststellen van het volume der grondwerken.

AANSLUITING OP DE OPENBARE RIOOL :

Omvat o.a. het maken van de opening in de openbare riool, het dichten rondom de buis, het aanbrengen van de cementering en het wegvoeren naar het recyclagecentrum van alle afbraakmaterialen.

In gemitste en betonnen riolen moet de onderkant van de eerste buis 30cm boven de vloer van de riool komen. De leidende ambtenaar kan evenwel gelasten op een lager of hoger niveau te beginnen, dit naargelang de omstandigheden.

De aansluitingen op riolen in buizen wordt uitgevoerd door een gewone aansluiting.

De opening in de ontvangende buis (openbaar riool) moet geboord worden. Een soepele voegdichting of een aangepaste ring, goedgekeurd door de leidende ambtenaar, zal aangewend worden tussen het lichaam van de ontvangende buis en de vertakking.

CEMENTERINGEN

In geval het openbaar riool voorzien is van een cementering dan moet deze laatste in haar oorspronkelijke staat hersteld worden.

In andere gevallen zal een cementering aangebracht worden rond de aansluitingsbuis volgens een vierkant waarvan de zijde gelijk is aan de nominale diameter van de buis, vermeerderd met

25cm langs weerskanten van de buis.

Deze cementeringen moeten een dikte hebben van 1,5cm.

G.7.4.Betalingen

De leidingen worden aangerekend in stekende meter. Deze prijs omvat de aansluiting op de inspektieputten, bestaande buizen of riolen en alle andere werkzaamheden. De speciale stukken worden in rekening gebracht als 1m buis van dezelfde diameter. De grondwerken voor het uitgraven en aanvullen van de sleuven zijn niet in de eenheidsprijs van deze post begrepen (zie post 2.3.).

5.2. Opvullen van de oude rioolaansluitingen.

Indien de uitmonding van de nieuwe aansluiting zich niet op dezelfde plaats als de oude bevindt, zal de aannemer verplicht worden de oude doorboring op te vullen door middel van metselwerk met een dikte van één steen.

Een cementering zal eveneens geplaatst worden op dit metselwerk volgens de aanduidingen van de leidende ambtenaar.

De dichtingen van de oude aansluitingen zullen per stuk voorafbaar betaald worden, onafhankelijk van de diameter van de te dichten aansluiting.

5.3. Straatkolken

Hoofdstuk G.13.2. "Rioolkolken" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor de wijzigingen of bijvoegingen aangegeven in de volgende paragrafen.

G.13.2.1. Beschrijving

De straatkolken zijn van het type "Stad Brusel", uitgerust met een gietijzeren deksel voor de reukafsnijder.

G.13.2.2.1. Materialen

Er dienen twee types straatkolken te worden voorzien, namelijk één met vertikale uitgang en één met horizontale uitgang.

De straatkolken moeten voldoen aan de volgende vereisten

- weerstand 40 ton
- opening van het kader 615 x 180mm
- uitlaat : 150mm
- deksel in gietijzer voor de reukafsnijder
- rooster in gietijzer met schuine staven
- opslorplingsoppervlakte : 11dm²

Het gietijzer is nodulair gietijzer, dat beantwoord aan de norm NBN - B 53-101 en NEN 830-02.

G.13.2.2.2 Uitvoering

Straatkolken van het oude type (langse staven) worden steeds vervangen door het type " Stad Brussel" en worden niet gerecupereerd door de gemeente.

De straatkolk wordt geplaatst op een fundering van 20cm beton C20/25-2b-S2.

De straatkolk wordt zo geplaatst dat de rooster sluit in de richting van de zin van het verkeer.

De waterdichtheid tussen de waterkolk en de aansluiting dient verzekerd te zijn.

De straatkolk wordt 1cm lager geplaatst dan de watergoot en 2cm van de boordsteen.

De opening tussen de straatkolk en de boordsteen wordt afgewerkt met een voeg in mortelspecie.

G.13.2.4. Betaling

Prijs per stuk met inbegrip van het grondwerk (met inbegrip van fundering), alle bijkomende werkzaamheden en teren van de met grond in aanraking komende vlakken, de fundering beton C20/25-2b-S2, en alle andere werkzaamheden.

5.4./5.5. Riooldeksels 40T / Riooldeksels 10T

Omvat het leveren en plaatsen van gietijzeren riooldeksels voor de inspektieputten type rijbaan, weerstand 40T (kader + deksel + betonnen kader en pasring) voor de wegenis en type voetpad 10T voor de voetpaden. De riooldeksels zijn overeenkomstig de norm NBN - B 53-110 - type 9. Prijs per stuk met inbegrip van alle werkzaamheden, zoals de herstelling, indien nodig, van het bovenste deel van het metselwerk (beperkt tot 0.70m onder het peil van het afgewerkte wegdek).

Hoofdstuk 6. LINEAIRE ELEMENTEN

6.1. Geprefabriceerde kantstroken

Hoofdstuk H.3.3. " Geprefabriceerde kantstroken" van het T.B. 150 is van toepassing, behalve voor de wijzigingen of bijvoegingen aangegeven in de volgende paragrafen;

H.3.3.1. Beschrijving

6.1.1. Geprefabriceerde betonnen boordstenen (100x30x15) (N.B.N. B21-411)

Omvat het leveren en plaatsen van rechte en gebogen geprefabriceerde boordstenen in beton (N.B.N. B21- 411) (100x30x20cm met afschuining van 2cm) met inbegrip van het laden, het lossen, het eventueel stapelen, de nodige grondwerken, het vastzetten, het opvoegen, plaatsingsmortel en alle andere bijkomende werkzaamheden.

6.1.2. Geprefabriceerde betonnen boordstenen type ID1(N.B.N. B21-411)

Omvat het leveren en plaatsen van rechte en gebogen geprefabriceerde ingegraven boordstenen in beton, type ID (N.B.N. B21-411) (100x30x10cm), voor het afbakenen in de rijwegverharding van betonstraatstenen, met inbegrip van het mechanisch op lengte snijden, de nodige grondwerken, het regelen, het vastzetten, opvoegen, plaatsingsmortel en alle andere bijkomende werkzaamheden.

6.1.3. Boordstenen in blauwe hardsteen (100x30x15) (N.B.N. B21-411)

Omvat het leveren en plaatsen van rechte boordstenen in blauwe hardsteen (N.B.N. B21-411) (100x30x20cm met afschuining van 2cm) met inbegrip van het laden, het lossen, het eventueel stapelen, de nodige grondwerken, het vastzetten, het opvoegen, plaatsingsmortel en alle andere bijkomende werkzaamheden.

H.3.3.2.2. Het plaatsen op de bouwplaats

Bij geprefabriceerde boordstenen dient aan de achterkant een driehoekige stut in beton C20/25-2b-S2 te worden voorzien van minstens 15 cm breedte en 15 cm hoogte. Deze stut alsook de fundering in beton C20/25-2b-S2 worden apart verrekend.

De rechte hoeken die 2 boordstenen in planzicht maken worden verwezenlijkt door middel van geprefabriceerde boordstenen met eenzelfde profiel. De grootste lengte van de boordstenen komt voor betaling in aanmerking.

De voegen tussen de boordstenen worden volledig opgevuld en opgevoegd met cementmortel. Alle 25 m worden de voegen van de boordstenen gevuld met een voegplaat bestaande uit geimpregneerde plantaardige vezels.

Deze plaat blijft 2 cm van de boven- en voorkant. De bovenste 2 cm van het zichtbare gedeelte worden opgevuld met elastische voegvulling.

6.2. Beton C20/25-2b-S2 voor diverse funderingen en stutten lijnelementen

Omvat het leveren en verwerken van beton C20/25-2b-S2 voor diverse funderingen en stutten voor de posten 6.1.1. - 6.1.2. - 6.1.3., met inbegrip van het verspreiden, bekistingen, beschermlaag en alle andere werkzaamheden.

Hoofdstuk 7. DIVERSE

7. Antiparkeerpalen.

BESCHRIJVING VAN DE PAALTJES

Materialen

7.1 Levering en plaatsing van gietijzeren paaltjes.

De palen zijn gegoten in één stuk in modulair gietijzer FNG, conform aan de norm NBN 830-02 en minstens van gietijzerklasse FNG 70-2. De palen hebben de volgende karakteristieken : - diameter : 120mm

- hoogte : 550mm

- kleur : grijs antraciet

7.2. Levering en plaatsing van de houten paaltjes.

Vervaardigt uit tropisch hardhout, duurzaamheidsklasse 1, voorzien van veilingkanten en diamantkopvormn. De palen zijn vierzijdig geschaafd. Behandeling met impregneerbeits, kleur bruin.

Verkeersveiligheid: levering van twee reflecterende banden verdiept aangebracht. Kleur : rood.

Afmetingen : 14 x 14 x 140.

De oorsprong van het hout is "F.S.C." gecertificeerd (WWF –norm).

7.1 + 7.2. Afwerking

Alle zichtbare delen zijn als volgt behandeld (of, indien afwijkend, minstens evenwaardig en in detail voor te stellen en te beschrijven) :

- metallisatie Z80 volgens NBN 755

- grondlaag

- eindlaag op basis van epoxy; kleur voor te stellen, doch te kiezen door het Bestuur (in principe : RAL 6005)

Alle paaltjes zijn gelijkaardig aan reeds geplaatste paaltjes in de gemeente.

Verankering

Voor een goede verankering in het ter plaatse gegoten beton (geen prefab), dient de paal (van beide types) over een lengte van minstens 15cm in de sokkel (hoogte : min 50cm) met passende

ankers, ankervoeten, betonijzers loodrecht te worden gebetonneerd.

Transport en stockage

Alle palen zijn zorgvuldig verpakt, stootvrij, zodat ze bij transport en plaatsing geen beschadiging kunnen ondergaan.

Garantie

Op te geven : min 5 jaar corrosie en garantie op breuk volgens de normen. Breuk om reden van constructieve en/of structurele onvolkomenheden leidt tot onmiddellijke vervanging van de volledige paal.

PLAATSING VAN DE PAALTJES

De palen worden geplaatst op de plaatsen zoals aangeduid op de plannen.

Inbegrepen zijn alle werken :

- van uitgraving, rekening houdend met de aard van de bekleding, de ondergrond en het eventueel bestaan van leidingen en kanalisaties,
- van plaatsing van de paal, de betonnen sokkel en de eventuele aanpassingsstukken,
- van aanvullingen en van aanpassingen van de trottoirs,
- van afvoer van alle uitgravingen en puin,

dit alles mits levering en tewerkstellen van alle hulpmaterialen en onder volledige garantie van duurzaamheid en stabiliteit.

De palen worden perfect loodrecht opgericht in een funderingsblok uit beton C20/25 CEM I 42.5. Dit blok van minstens 30x30cm heeft een diepte van minstens 50cm. De fundering wordt ter plaatse gegoten tot 1cm boven de afgewerkte bedekking, gelijk op niveau afgewerkt, zodat het regenwater van de paal wegloeit.

Inbegrepen alle voorzieningen en te werk te stellen middelen om een optimale verharding van het beton van de verticaal opgerichte paal te verzekeren.

7.3. Gewapend beton R'wk 30 voor muur

Leveren en verwerken van gewapend beton R'wk + 30N/m² m.i.v. de bekisting, oppervlakkige afbikkingen en alle andere werkzaamheden.

7.4. Staal klasse BE 40 voor vorige post

Staal klasse BE 40 voor de vorige post. Leveren en plaatsen van betonstaal, het plooien, de draadverbindingen, enz... en alle andere werkzaamheden.

7.5. Nivelleren van de luiken die toegang geven tot openbare distributie-installaties van elektriciteit en gas.

De onderaannemer gelast met de uitvoering van de werken:

- Bezorgt SIBELGA, bij aanvang van de werken, de lijst van de luiken en deksels die dienen geniveleerd te worden
- Vraagt voor deze werken een prijsofferte aan
- Bestelt, na ontvangst van de prijsofferte, deze werken bij de diensten van SIBELGA (door voorafgaande betaling)
- Coördineert zijn werken met de nivelleringswerken uitgevoerd door SIBELGA.

Hoofdstuk 8. SIGNALISATIE

8.1. Plaatsing van de definitieve wegsignalisatie volgens het geldend ministerieel besluit.

Hoofdstuk 9. INRICHTING VOOR PERSONEN MET EEN BEPERKTE BEWEEGELIJKHEID

9.1. Voor de onder-fundering en de fundering zijn de §§ E.3. en E.4. van het TB 2000 van toepassing.

9.2. aan de voorschriften van § F.4 "BETEGELING" van het typebestek 2000 worden de volgende voorschriften toegevoegd:

9.2.1. Aandachtstegels

Een rij van grijze tegels of delen van grijze tegels wordt geplaatst tussen de kantsteen en de aandachtstegels. De afstand tussen de externe bord (zijde rijweg) en de eerste rij aandachtstegels bedraagt 40 à 50 cm.

Twee rijen aandachtstegels worden parallel met de voetgangersoversteekplaats geplaatst. De lengte van de rij is gelijk aan de breedte van voetgangersoversteekplaats (3m).

9.2.2. Volgtegels

De volgtegels worden geplaatst zoals dit op de plannen wordt aangeduid. Deze vertrekken van een muur of kantsteen en sluiten in het midden van de aandachtstegels aan.

De maximale helling van de voetpaden ter hoogte van deze inrichting is 5%.

9.2.3. De boordstenen van het type B worden zodanig geplaatst dat de onderkant van de afkanting gelijk komt met de oppervlakte van de watergreppel. Het niveauverschil tussen de watergreppel en de voetgangersoversteekplaats mag maximaal 2 cm bedragen.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 24 juli 2009

Ref. : 002-2009/5333-wm

28.05.2009/A/002

2EME OBJET

**ESPACE PUBLIC REPARATION DU CAMION PORTE-CONTENEUR –
APPLICATION DE L'ARTICLE 249 DE LA NOUVELLE LOI
COMMUNALE - RATIFICATION**

LE CONSEIL,

Vu que le camion porte-conteneur de la Voirie affecté à la déchetterie est tombé en panne ;

Vu que ce véhicule est indispensable pour le bon fonctionnement de la déchetterie ;

Attendu que la commune a reçu deux devis pour cette réparation :

- Ets DECROIX pour un montant de 2.199,14 € TVAC
- AUTOBEDRIJF J. DECOCK nv pour un montant de 2.654,26 € TVAC ;

Vu qu'en sa séance du 21 avril 2009 le Collège échevinal a décidé de procéder à la réparation du camion porte-conteneur en établissant un marché par procédure négociée sans publicité pour un montant de 2.199,14 € TVAC ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés et à certains marché de travaux, de fournitures et de services et particulièrement l'article 17 par.2 –1° et 3° ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de service et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions ;

Vu les articles 234 à 237 et 249 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité

de ratifier la décision du Collège Echevinal du 21 avril 2009, à savoir :

- d'utiliser la procédure d'urgence prévue à l'article 249 – 1° de la nouvelle loi communale, sous la responsabilité du Collège échevinal, à charge de ratification par le Conseil communal ;
- de passer ce marché par voie de procédure négociée sans publicité pour la réparation du camion porte-conteneur de la Voirie pour un montant de 2.199,14 € TVAC ;
- de passer commande auprès de la société Ets DECROIX nv, Eiland Stin-Helenastraat 9, 1070 Brussel, pour la réparation du camion porte-conteneur de la Voirie ;
- d'imputer cette dépense à l'article 875.745.53. du budget extraordinaire de 2009, sous réserve d'une modification budgétaire ;
- d'autoriser le Collège échevinal à poursuivre la procédure entamée à cet effet.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 24 juillet 2009

Ref. : 002-2009/5337-wm

28.05.2009/A/002

2E VOORWERP

**OPENBARE RUIMTE HERSTELLING VAN DE CONTAINERVRACHTWAGEN –
TOEPASSING VAN ARTIKEL 249 VAN DE NIEUWE
GEMEENTEWET - BEKRACHTING**

DE RAAD,

Gezien de containervrachtwagen van de wegenis toegewezen aan het containerpark in panne gevallen is;

Gezien dit voertuig onmisbaar is voor de goede werking van het containerpark;

Gezien de gemeente twee offertes ontvangen heeft voor deze herstelling :

- ETS DECROIX voor een bedrag van 2.199,14 € BTW inclusief ;

- AUTOBEDRIJF J. DECOCK NV voor een bedrag van 2.654,26 € BTW inclusief;

Gezien het Schepencollege, verenigd in zitting van 21 april 2009, beslist heeft, overeenkomstig artikel 249 – 1° van de nieuwe gemeentewet, de containervrachtwagen onmiddelijk te laten herstellen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor een bedrag van 2.199,14 € BTW inclusief;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten en meer bepaald artikel 17 – par.2 – 1° en 3° ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende instelling van de algemene uitvoeringsregels van openbare opdrachten en concessies;

Gezien artikels 234 tot 237 en 249 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST : met eenparigheid,

de beslissing van het Schepencollege van 21 april 2009 te bekrachtigen namelijk :

- gebruik te maken van artikel 249 – 1° van de nieuwe gemeentewet, onder verantwoordelijkheid van het College, met bekrachtiging door de gemeenteraad ;
- over te gaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de herstelling van de containervrachtwagen voor een bedrag van 2.199,14 € BTW inclusief ;
- beroep te doen op de ETS DECROIX nv, Eiland Sint-Helenastraat 9 te 1070 Brussel, voor de herstelling van de containervrachtwagen;
- deze uitgave, tijdens de volgende begrotingswijziging, op artikel 875.745.53. van de buitengewone begroting van 2009 te voorzien ;
- het Schepencollege toe te laten de procedure hiervoor opgestart, voort te zetten.

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 24 juli 2009

Ref. : 002-2009/5337-wm

28.05.2009/A/003

3EME OBJET

PREVENTION

**ACQUISITION DE MATERIEL DE REPRODUCTION POUR
LA MAISON DE LA PREVENTION. - MODE DE PASSATION
DU MARCHE. - FIXATION DES CONDITIONS.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 300/74252 frais d'investissements du budget communal extraordinaire 2009 qui prévoit un montant de 1.000,00 € destiné à l'achat de matériel de reproduction pour la Maison de la Prévention ;

Vu que le montant n'excède pas 4.900 € H.T.V.A., il sera fait appel à la concurrence sur base d'une procédure négociée sur simple facture acceptée ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions des travaux publics ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité

1. de marquer son accord pour l'achat de matériel de reproduction pour la Maison de la prévention ;

2. de faire choix d'une procédure négociée sans publicité par simple facture acceptée ;
3. d'imputer cette dépense à l'article 300/74252 du budget extraordinaire de 2009 ;
4. de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce marché de fourniture.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur de la commune d'Auderghem, ainsi que sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

28.05.2009/A/003

3E VOORWERP

PREVENTIE

AANKOOP VAN REPRODUCTIEMATERIEEL VOOR HET PREVENTIEHUIS. - WIJZE VAN GUNNING. - VASTSTELLEN VAN DE VOORWAARDEN.

DE RAAD,

Gezien artikel 300/74252 investeringskosten van de buitengewone begroting 2009 een bedrag van 1.000,00 € voor de aankoop van reproductie materieel voor het Preventiehuis voorziet;

Gezien dat het bedrag de 4.900 € B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt zal men beroep doen op de concurrentie op basis van een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten, leveringen en opdrachten en de concessies van openbare werken;

Gelet op artikelen 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met éénparigheid van stemmen

1. in te stemmen met de aankoop van reproductiematerieel voor het Preventiehuis;
2. Over te gaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur.
3. Deze uitgave te boeken op artikel 300/74252 van de buitengewone begroting van 2009.
4. Het Schepencollege te belasten met de uitvoering van deze levering.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger van de Gemeente Oudergem alsook onder de vorm van beknopte omschrijving aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

28.05.2009/A/004

4EME OBJET

PREVENTION

ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU POUR LA MAISON DE LA PREVENTION. - MODE DE PASSATION DU MARCHE. - FIXATION DES CONDITIONS.

LE CONSEIL,

Vu l'article 300/74151 frais d'investissements du budget communal extraordinaire 2009 qui prévoit un montant de 2.250,00 € destiné à l'achat de mobilier de bureau pour la Maison de la Prévention ;

Vu que le montant n'excède pas 4.900 € H.T.V.A., il sera fait appel à la concurrence sur base d'une procédure négociée sur simple facture acceptée ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions des travaux publics ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité

1. de marquer son accord pour l'achat de mobilier de bureau pour terminer l'aménagement des nouveaux locaux destinés à accueillir le service des gardiens de la paix et pour

- l'aménagement du local mis à disposition de la coordination administrative et financière et au projet de coordination internationale à l'administration communale ;
2. de faire choix d'une procédure négociée sans publicité par simple facture acceptée ;
 3. d'imputer cette dépense à l'article 300/74151 du budget extraordinaire de 2009 ;
 4. de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce marché de fourniture.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur de la commune d'Auderghem, ainsi que sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

28.05.2009/A/004

4E VOORWERP

PREVENTIE

**AANKOOP VAN KANTOORMEUBILAIR VOOR DE BURELEN
VAN HET PREVENTIEHUIS. - WIJZE VAN GUNNING. -
VASTSTELLEN VAN DE VOORWAARDEN.**

DE RAAD,

Gezien artikel 300/74151 investeringskosten van de buitengewone begroting 2009 een bedrag van 2.250,00 € voor de aankoop van kantoormeubilair voor het Preventiehuis voorziet;

Gezien dat het bedrag de 4.900 € B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt zal men beroep doen op de concurrentie op basis van een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten, leveringen en opdrachten en de concessies van openbare werken;

Gelet op artikelen 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met éénparigheid van stemmen

1. in te stemmen met de aankoop van kantoormeubilair om de inrichting van de nieuwe lokalen bestemd voor de dienst van de gemeenschapswachters alsook voor de inrichting van de lokalen bestemd voor de administratieve en financiële coördinatie en het project internationale coördinatie op het gemeentebestuur te beëindigen;
2. Over te gaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur.
3. Deze uitgave te boeken op artikel 300/74151 van de buitengewone begroting van 2009.
4. Het Schepencollege te belasten met de uitvoering van deze levering.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger van de Gemeente Oudergem alsook onder de vorm van beknopte omschrijving aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

28.05.2009/A/005

SEME OBJET

PREVENTION

**ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LA
MAISON DE LA PREVENTION. - MODE DE PASSATION DU
MARCHE. - FIXATION DES CONDITIONS.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 300/74253 frais d'investissements du budget communal extraordinaire 2009 qui prévoit un montant de 1.500,00 € destiné à l'achat de matériel de reproduction pour la Maison de la Prévention ;

Vu que le montant n'excède pas 4.900 € H.T.V.A., il sera fait appel à la concurrence sur base d'une procédure négociée sur simple facture acceptée ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions des travaux publics ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité

1. de marquer son accord pour l'achat de matériel informatique pour la Maison de la prévention ;
2. de faire choix d'une procédure négociée sans publicité par simple facture acceptée ;
3. d'imputer cette dépense à l'article 300/74253 du budget extraordinaire de 2009 ;
4. de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce marché de fourniture.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur de la commune d'Auderghem, ainsi que sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

28.05.2009/A/005

SE VOORWERP

PREVENTIE

AANKOOP VAN INFORMATICAMATERIEEL VOOR HET PREVENTIEHUIS. - WIJZE VAN GUNNING. - VASTSTELLEN VAN DE VOORWAARDEN.

DE RAAD,

Gezien artikel 300/74253 investeringskosten van de buitengewone begroting 2009 een bedrag van 1.500,00 € voor de aankoop van reproductie materieel voor het Preventiehuis voorziet;

Gezien dat het bedrag de 4.900 € B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt zal men beroep doen op de concurrentie op basis van een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten, leveringen en opdrachten en de concessies van openbare werken;

Gelet op artikelen 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met éénparigheid van stemmen

1. in te stemmen met de aankoop van informaticamaterieel voor het Preventiehuis;
2. Over te gaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur.
3. Deze uitgave te boeken op artikel 300/74253 van de buitengewone begroting van 2009.
4. Het Schepencollege te belasten met de uitvoering van deze levering.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger van de Gemeente Oudergem alsook onder de vorm van beknopte omschrijving aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

28.05.2009/A/006

6EME OBJET

PREVENTION

ACQUISITION DE MATERIEL POUR L'AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA MAISON DE LA PREVENTION. - MODE DE PASSATION DU MARCHE. - FIXATION DES CONDITIONS.

LE CONSEIL,

Vu l'article 300/72460 frais d'investissements du budget communal extraordinaire 2009 qui prévoit un montant de 2.750,00 € destiné à l'achat de matériel de reproduction pour la Maison de la Prévention ;

Vu que le montant n'excède pas 4.900 € H.T.V.A., il sera fait appel à la concurrence sur base d'une procédure négociée sur simple facture acceptée ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions des travaux publics ;

Vu les articles 234 à 237 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité

5. de marquer son accord pour l'achat de matériel pour l'aménagement des locaux de la Maison de la prévention ;
6. de faire choix d'une procédure négociée sans publicité par simple facture acceptée ;
7. d'imputer cette dépense à l'article 300/72460 du budget extraordinaire de 2009 ;
8. de charger le Collège échevinal de poursuivre l'exécution de ce marché de fourniture.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur de la commune d'Auderghem, ainsi que sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

28.05.2009/A/006

6E VOORWERP.

PREVENTIE

**AANKOOP VAN MATERIEEL VOOR DE INRICHTING VAN
DE LOKALEN VAN HET PREVENTIEHUIS. - WIJZE VAN
GUNNING. - VASTSTELLEN VAN DE VOORWAARDEN.**

DE RAAD,

Gezien artikel 300/72460 investeringskosten van de buitengewone begroting 2009 een bedrag van 2.750,00 € voor de aankoop van reproductie materieel voor het Preventiehuis voorziet;

Gezien dat het bedrag de 4.900 € B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt zal men beroep doen op de concurrentie op basis van een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten, leveringen en opdrachten en de concessies van openbare werken;

Gelet op artikelen 234 tot 237 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met éénparigheid van stemmen

5. in te stemmen met de aankoop van materieel voor de inrichting van de lokalen van het Preventiehuis;
6. Over te gaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aangenomen factuur.
7. Deze uitgave te boeken op artikel 300/72460 van de buitengewone begroting van 2009.
8. Het Schepencollege te belasten met de uitvoering van deze levering.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger van de Gemeente Oudergem alsook onder de vorm van beknopte omschrijving aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

28.05.2009/A/007

7EME OBJET

SOLIDARITES - COORDINATIONS SOCIALES MEMORANDUM REGIONAL RELATIF A LA POLITIQUE DE COOPERATION DECENTRALISEE.

LE CONSEIL,

Considérant la décision de la Commune d'Auderghem de participer à la phase 2008-2012 du programme fédéral belge de Coopération Internationale Communale.

Vu la volonté de la Direction Générale de la Coopération au développement d'encourager les communes à agir en tant qu'acteur direct de coopération décentralisée dans les pays du Sud.

Une plateforme associant la ville et plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale a rédigé un mémorandum régional relatif à une politique de coopération décentralisée en Région de Bruxelles-Capitale, en coordination avec l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (voir service).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale.

Décide : à l'unanimité

De soutenir ce mémorandum et de transmettre à la Région de Bruxelles-Capitale le souhait du Conseil Communal de développer et financer un programme intégré de coopération au développement destiné aux communes.

La présente délibération, sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 24 juillet 2009

Réf. :002-2009/5713-pl

28.05.2008/A/007

7E VOORWERP

**SOLIDARITEIT-
SOCIALE
COORDINATIES** **GEWESTELIJK MEMORANDUM VOOR EEN BELEID VOOR
GEDECENTRALISEERDE SAMENWERKING.-**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het gemeentebestuur van Oudergem om deel te nemen aan de fase 2008-2012 van het Belgisch federaal programma van gemeentelijke internationale samenwerking ;

Gezien de Generale Directie van de Ontwikkelingssamenwerking de gemeenten aanmoedigt als rechtstreekse medewerkers van de “gedecentraliseerde samenwerking” met de landen van het Zuiden;

Gezien er een gewestelijk memorandum opgesteld werd met de verschillende gemeentelijke medewerkers en de Vereniging van de Steden en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om deze gedecentraliseerde samenwerking te versterken;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST : bij éénparigheid

Het gewestelijk memorandum te ondersteunen en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de wens van de Gemeenteraad over te maken om een geïntegreerd ontwikkelings samenwerkingsprogramma bestemd voor de gemeenten uit te werken en te financieren

Onderhavige beraadslaging, zal onder de vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 24 juli 2009

Ref. : 002-2009/5713-pl

Madame Sophie de VOS, Conseillère communale, et Monsieur Alain LEBEBVRE, Echevin, entrent en séance.

Mevrouw Sophie de VOS, Gemeenteraadslid, en de Heer Alain LEFEBVRE, Schepen, komen de zitting binnen.

28.05.2009/A/008

8EME OBJET

**COORDINATIONS
SOCIALES –
SOLIDARITES**

**PROGRAMME FEDERAL DE COOPERATION
INTERNATIONALE COMMUNALE ENTRE LES COMMUNES
D'AUDERGHEM, d'AMERZGANE ET D'AIT ZINEB.
RAPPORT ANNUEL 2008. PLAN ANNUEL 2009 ET SA MISE EN
PRATIQUE**

LE CONSEIL,

Vu les décisions du Collège du 16 octobre 2007, du 20 novembre 2007 dans lesquels la commune a acté la volonté de coopérer activement avec les communes d'Amerzgane et d'Aït Zineb (Maroc)

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Vu la subvention de 23.000 € octroyée dans le cadre dudit projet pour l'année 2009.

Décide : à l'unanimité

D'approuver le rapport annuel 2008, le plan annuel 2009 et sa mise en réalisation (voir service).

La présente délibération, sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 24 juillet 2009

Réf. :002-2009/5713-pl

28.05.2009/A/009

9EME OBJET

FINANCES-RECETTE COMPTEE DE L'EXERCICE 2008 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINTE-ANNE.- APPROBATION.

LE CONSEIL,

Vu le compte de l'exercice 2008 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Anne arrêté en date du 1 avril 2009 :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

DECIDE :

par 15 voix pour ;

9 voix contre (P. DESPINETO, S. COOPMANS, C. COPPENS, G.DEFOSSET, V. LEYTENS, V. ARTUS, C. CHAPELLE, S. de VOS , C. VAN BELLINGHEN)

d'approuver le compte de l'exercice 2008 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Anne.

La présente délibération, en quintuple sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

28.05.2009/A/009

9E VOORWERP

FINACIEN-ONTVANGERIJ REKENING VAN HET DIENSTJAAR 2008 VAN DE KERKFABRIEK SINT-ANNA. - GOEDKEURING

DE RAAD,

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2008 van de Kerkfabriek Sint-Anna afgesloten op 1 april 2009;

Gezien de wet van 4 maart 1870 voor het tijdelijke van de erediensten ;

BESLIST : met 15 stemmen voor;

9 onthoudingen (P. DESPINETO, S. COOPMANS, C. COPPENS, G.DEFOSSET, V. LEYTENS, V. ARTUS, C. CHAPELLE, S. de VOS , C. VAN BELLINGHEN)

de rekening van het dienstjaar 2008 van de Kerkfabriek Sint-Anna goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging, in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest.

28.05.2009/A/010

10EME OBJET

FINANCES RECETTE MODIFICATION N° 1 DU BUDGET DE L'EXERCICE 2008 DE L'EGLISE ANGLICANE UNIFIEE – APPROBATION.

LE CONSEIL,

Attendu que le budget initial présenté s'équilibre sans augmentation de l'intervention communale ;

Attendu que la modification maintient l'équilibre initial du budget ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que le budget initial a été avisé favorablement ;

DECIDE par 15 voix pour ;

9 voix contre (P. DESPINETO, S. COOPMANS, C. COPPENS, G. DEFOSET, V. LEYTENS, V. ARTUS, C. CHAPELLE, S. de VOS , C. VAN BELLINGHEN)
d'aviser favorablement la modification budgétaire n° 1 pour l'exercice 2008 de l'Eglise anglicane unifiée.

La présente délibération, en septuple sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale

28.05.2009/A/010

10E VOORWERP.

**FINANCIEN-ONTVANGERIJ BEGROTINGSWIJZIGING N° 1 - DIENSTJAAR 2008
- VAN DE VERENIGDE ANGLICAANSE KERKFABRIEK - GOEDKEURING**

DE RAAD,

Gezien de initiale begroting in evenwicht is zonder verhoging van de gemeentelijke tussenkomst ;

Gezien dat deze begrotingswijziging de begroting in evenwicht houdt ;

Gezien de initiale begroting een gunstig advies bekwam ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 voor het tijdelijke van de erediensten ;

BESLIST : met 15 stemmen voor ;

9 stemmen tegen (P. DESPINETO, S. COOPMANS, C. COPPENS, G. DEFOSET, V. LEYTENS, V. ARTUS, C. CHAPELLE, S. de VOS , C. VAN BELLINGHEN)

een gunstig advies uit te brengen voor de begrotingswijziging n° 1. - dienstjaar 2008 van de verenigde anglicaanse kerkfabriek.

Onderhavige beraadslaging, in zeven exemplaren, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

28.05.2009/A/011

11EME OBJET

FINANCES-RECETTE BUDGET DE L'EXERCICE 2009 DE LA FABRIQUE D'EGLISE ANGLICANE UNIFIEE. - AVIS.

LE CONSEIL,

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Anglicane Unifiée et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que ledit budget pour 2009 se présente en équilibre avec 167.537,62€. en recettes et en dépenses, sans intervention communale ;

DECIDE : par 15 voix pour ;

9 voix contre (P. DESPINETO, S. COOPMANS, C. COPPENS, G. DEFOSET, V. LEYTENS, V. ARTUS, C. CHAPELLE, S. de VOS , C. VAN BELLINGHEN)

d'aviser favorablement le budget pour 2009 de la Fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée.

28.05.2009/A/011

11E VOORWERP

FINANCIEN-ONTVANGERIJ BEGROTING VAN HET DIENSTJAAR 2009 VAN DE VERENIGDE ANGLICAANSE KERKFABRIEK. - ADVIES.

DE RAAD,

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 voor het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de begroting 2009 zich in evenwicht voorstelt met 167.537,62€,- in ontvangsten en in uitgaven , zonder gemeentelijke tussenkomst;

BESLIST : met 15 stemmen voor ;

9 stemmen tegen (P.DESPINETO, S. COOPMANS, C. COPPENS, G. DEFOSSET, V. LEYTENS, V. ARTUS, C. CHAPELLE, S. de VOS, C. VAN BELLINGHEN)

een gunstig advies uit te brengen over de begroting van het dienstjaar 2009 van de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek.

Onderhavige beraadslaging, in 19 exemplaren zal overgemaakt worden aan het gemeentebestuur van Elsene voor gevolg.

28.05.2009/A/012

12EME OBJET

SERVICE GARDIENS DE CONVENTION RELATIVE AU PROJET GARDIENS LA PAIX – CONTINGENT COMPLEMENTAIRE.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 123 ;

Considérant ce qui suit :

Il est proposé au conseil d'approuver la convention avec l'Etat fédéral qui fixe les modalités d'exécution de l'arrêté ministériel du 10 février 2009 octroyant pour l'année 2009 une aide financière en vue de la réalisation de projets gardiens de la paix-activa dans les communes bénéficiant d'un plan stratégique de sécurité et de prévention.

Un montant de 23.134, 72 € est accordé à la commune pour la mise en place du contingent complémentaire de gardiens de la paix.

DECIDE : à l'unanimité

D'approuver la convention avec l'Etat fédéral qui fixe les modalités d'exécution de l'arrêté ministériel du 10 février 2009 octroyant pour l'année 2009 une aide financière en vue de la réalisation de projets gardiens de la paix-activa dans les communes bénéficiant d'un plan stratégique de sécurité et de prévention.

La présente délibération sera transmise, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 24 juillet 2009

Réf. :002-2009/5713-pl

28.05.2009/A/012

12E VOORWERP

DIENST GEMEENSCHAPS- OVEREENKOMST BETREFFENDE HET WACHTEN PROJECT GEMEENSCHAPSWACHTEN – BIJKOMEND CONTINGENT.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met inzonderheid artikelen 117 en 123 ;

Overwegende wat volgt:

Het is aan de Raad voorgesteld de overeenkomst die de uitvoeringsmodaliteiten van het ministeriële besluit van 10 februari 2009 tot toekenning voor het jaar 2009 van financiële hulp met het oog op de verwezenlijking van de projecten "bijkomend contingent" Activa-gemeenschapswachten in de gemeenten die een strategisch Veiligheids- en Preventieplan hebben afgesloten bepaalt goed te keuren.

Een bedrag van 23.134, 72 € wordt aan de gemeente toegekend voor de verwezenlijking van projecten "Bijkomend Contingent" Activa-gemeenschapswachten.

BESLIST : met eenparigheid der stemmen

De overeenkomst die de uitvoeringsmodaliteiten van het ministeriële besluit van 10 februari 2009 tot toekenning voor het jaar 2009 van financiële hulp met het oog op de verwezenlijking van de projecten "bijkomend contingent" Activa-gemeenschapswachten in de

gemeenten die een strategische Veiligheids- en Preventieplan hebben afgesloten bepaalt goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging, onder de vorm van een beknopte omschrijving, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 24 juli 2009

Ref. : 002-2009/5713-pl

28.05.2009/A/013

13EME OBJET

CULTURE LIQUIDATION DES SUBVENTIONS PREVUES AU BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 2009.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2009 prévoit des dépenses aux articles 762/33202 ;

Attendu que ce document a été approuvé par l'autorité de tutelle ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE : à l'unanimité

- 1) D'autoriser la liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2009, en faveur des associations suivantes :

Association wallonne de la Woluwe – Auderghem	300 €
Association Amis de la morale laïque	500 €
Kunstonderwijs het Forum	40 €
Davidsfonds – Afdeling Oudergem	40 €
K.W.B. St-Juliaan	40 €
K.A.V. St-Juliaan	40 €
VZW Den Dam	785 €
Amnesty International	115 €
Vie féminine : Blankedelle – St-Julien – Ste-Anne	120 €
Ensemble vocal et instrumental du Blankedelle	125 €
Chorale Amitié	65 €
Ensemble Polyphonia	200 €
Amis de la Forêt de Soignes	75 €
ASBL « Cheval et Forêt »	500 €
Asbl TRADIDANCE	400 €
Asbl BéDémoniaque	155 €

L'A.D.I.S.C. n'existe plus.

- 2) De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Lettre du 24 juillet 2009

Ref. :002-2009/5713-pl

28.05.2009/A/013

13E VOORWERP

CULTUUR UITBETALING DER TOELAGEN INGESCHREVEN IN DE GEWONE BEGROTING VAN HET DIENSTJAAR 2009.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2009 een uitgave voorziet op artikelen 762/33202;

Gezien dit document goedgekeurd werd door de Hogere Overheid;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT : met éénparigheid

- 1) De uitkering der toelagen ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2007 ten voordele van volgende verenigingen toe te laten :

« Association wallonne de la Woluwe – Auderghem »	300 €
« Association Amis de la morale laïque »	500 €
Kunstonderwijs het Forum	40 €
Davidsfonds – Afdeling Oudergem	40 €
K.W.B. St-Juliaan	40 €
K.A.V. St-Juliaan	40 €
VZW Den Dam	785 €
Amnesty International	115 €
« Vie féminine » : « Blankedelle » - « St-Julien » - « Ste-Anne »	120 €
« Ensemble vocal et instrumental du Blankedelle »	125 €
« Chorale Amitié »	65 €
« Ensemble polyphonia »	200 €
« Amis de la Forêt de Soignes »	75 €
« ASBL Cheval et Forêt »	500 €
« Asbl TRADIDANCE »	400 €
« ASBL BéDémoniaque »	155 €

ADISC bestaat niet meer.

- 2) Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Brief van 24 juli 2009

Ref. : 002-2009/5713-pl

14EME OBJET

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL DU JEUDI 30 AVRIL 2009.

La réunion s'étant écoulée sans observations, le procès-verbal de la séance publique du jeudi 30 avril 2009 est considéré comme adopté.

14E VOORWERP

GOEDKEURING VAN DE NOTULEN VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DONDERDAG 30 APRIL 2009.

Gezien de vergadering verlopen is zonder opmerkingen, wordt de notulen van de openbare vergadering van donderdag 30 april 2009 beschouwd als aangenomen.

**L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE ET
PLUS PERSONNE NE DEMANDANT LA PAROLE;
LA SEANCE EST LEVEE A 20.15 HEURES.
AINSI FAIT ET DELIBERE EN SEANCE.
GEZIEN DE DAGORDE UITGEPUT IS EN
NIEMAND NOG HET WOORD VRAAGT,
WORDT DE ZITTING OPGEHEVEN TE 20.15 UUR.**

ALZO BESLOTEN TIJDENS DE ZITTING.

**La Secrétaire communale,
De Gemeentsecretaresse,**

**Le Président,
De Voorzitter,**

Lily PRÉVOST.

Didier GOSUIN.